ISSN 0024-7650

Chili

L'opposition populaire à Pinochet ne désarme pas

p. 16

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 794 - 20 août 1983 - prix : 6 F

Il y a quinze ans : l'intervention russe en Tchécoslovaquie

p. 8 et 9

La France en guerre au Tchad

M 6189 - 794 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Pages 5 à 7 :
— **Tchad :**
- **20 ans d'interventions françaises.**
- **La dialectique de la solidarité gouvernementale.**
- **La conquête et l'exploitation coloniales.**

Pages 8 et 9 :
— **Il y a 15 ans, les chars russes entraient en Tchécoslovaquie pour mettre fin au Printemps de Prague.**

Page 10 :
— **Affaire Barbie : le « monde libre » passe aux aveux.**
— **Haïti : sucre amer.**

Page 11 :
— **Maladie du sommeil : un monde vraiment malade.**

Page 12 :
— **Travail des enfants : dans les pays riches aussi.**

Page 16 :
— **Chili : la dictature sérieusement ébranlée.**

En France

Page 10 :
— **Caravanes de Lutte Ouvrière : la dernière semaine.**

Page 13 :
— **Dans les entreprises : VIA Assurances, Stein Industrie.**

Culture

Pages 14 et 15 :
— **Films : *Vivement dimanche ; La montagne magique.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

Les pélerins cherchent des crosses

Pour la visite du pape, il n'y avait pas à Lourdes seulement des malades et des paralytiques. Il y avait des journalistes. Et un peu plus, ceux du *Monde*, du *Matin* et du *Canard enchaîné* revenaient handicapés du pélerinage à la grotte ! Eh oui, certains furent bousculés et insultés par le service d'ordre des brancardiers. Ces jeunes gens aux cheveux archicourts, cravate et blazer, se recrutent, dit-on, parmi les catholiques bien traditionalistes de la bourgeoisie parisienne. Certains font leurs études à l'université d'Assas... en droit du plus fort ! En d'autres termes, certains sont des filles et fils de papa d'extrême-droite. Une espèce apparemment assez bien représentée à Lourdes, puisque d'autres de leurs congénères, les scouts d'Europe, ont, selon *Libération,* renversé les étalages du journal catholique *La Croix,* qualifié par eux de « torchon communiste ». Apparemment, il y a quelques milieux où l'Eglise recrute encore sans problème...

Pauvres pêcheurs

Chaque année, le 15 août, se tenait à Grimaud, petit port et grande station balnéaire du Var, une fête au cours de laquelle le curé donnait sa bénédiction aux bateaux. Ça ne multipliait pas le poisson, mais ça retenait les touristes.

Cette année, la cérémonie a été annulée in extremis. Le curé a décidé au dernier moment de ne pas venir, car l'an passé des passagères de bateaux de plaisance avaient osé participer à la fête les seins nus.

Un an plus tard, le saint homme s'en rappelle encore... et ne s'en est pas remis.

Décidément, l'Eglise catholique française n'est pas prête au mariage des prêtres !

Le plus jésuite des deux ? (AFP)

Bientôt impôts... pulaires

Le journal *L'Humanité* du mardi 16 août 1983 consacre un article, en page 3, à l'impôt sur le revenu. C'est évidemment un sujet qui préoccupe les travailleurs. Non seulement beaucoup ont déjà payé 10 % d'impôts en plus en juin dernier, mais il va falloir verser le 1 % du revenu imposable pour la Sécurité sociale avec le dernier tiers. Et le gouvernement fait diligence. Il a réussi à faire travailler ses ordinateurs suffisamment vite pour que plus de contribuables qu'à l'habitude aient à régler leurs impôts le 15 septembre, juste après les vacances et en pleine rentrée des classes.

Eh bien, de tout cela, il n'est pas question dans *L'Humanité* du 16 août. Pas la moindre protestation, pas la moindre critique. Au contraire même, puisque le journal reprend les arguments du gouvernement selon lesquels le raccourcissement des délais de paiement est une conséquence de l'introduction de l'informatique, et rappelle que la France est un des pays où les impôts se paient le plus tard. Faut-il en conclure que les choses s'améliorent ?

Ledit article explique par ailleurs en détail comment faire pour payer ces impôts, selon qu'on est mensualisé ou pas, qu'on est concerné ou pas par l'exonération du 1 %, etc. Il y a même des modèles de lettres pour demander un délai de paiement ou une remise d'impôt...

Le PCF prend vraiment sa participation gouvernementale très au sérieux : on ne sait plus si on lit *L'Humanité* ou un formulaire du ministère des Finances !

Claude CHARVET

Fortunes non imposables

Les impôts pour 1984 actuellement en cours de préparation seront salés pour les salariés. En revanche, quelques bonnes surprises attendent certains patrons. Ils ne seront pas taxés sur leur « outil de travail »... ou du moins l'outil qu'ils possèdent et mettent dans la main des autres !

Selon le journal *Les Echos*, le fameux impôt sur les grandes fortunes ne serait plus demandé aux propriétaires d'entreprises. Celles-ci ne seraient plus un signe extérieur de richesse.

Personne, d'ailleurs, n'a encore payé un tel impôt, le premier règlement ne devait intervenir qu'au 15 octobre 1985, et encore, après déduction de tous les investissements réalisés durant les quatre années 1982, 1983, 1984 et 1985. Seulement, les patrons invoquent qu'ils investissent très peu, et que ça leur fait cher. « *D'ores et déjà on constate que plus aucune personne physique ne veut mettre d'argent dans une entreprise moyenne* », explique *Les Echos*, qui pleure avec les patrons qui le lisent.

Yvon Gattaz est revenu à la charge, sur cette question, chez Mitterrand.

Ainsi, avec toutes les restrictions et les exonérations, cet impôt qui était censé faire payer les riches va devenir pour les bourgeois l'impôt sur la bêtise. Parce que, pour le payer, il faudra le faire exprès !

L'usine exemplaire de Mitterrand : tout un programme

Mitterrand a donc visité à l'improviste et de nuit — car dans cette usine on travaille vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour produire au meilleur coût des bouteilles de champagne — la verrerie BSN de Reims. Une usine choisie, paraît-il, pour son caractère exemplaire.

Les salariés postés n'y travaillent en effet « que » 33 heures et demie par semaine, en cinq équipes, depuis la signature d'un accord cadre entre la direction et les syndicats. Le salaire de base a été maintenu (mais pas toutes les primes). Enfin, une augmentation de la productivité de 7 % a été réalisée afin de « compenser » la diminution du temps de travail.

Réflexion approbatrice du président de la République : « *La réduction du temps de travail doit toujours s'accompagner de cette notion : augmenter la productivité* ».

Quant à l'emploi, qui est passé de 900 salariés à 600 en dix ans, avec entre autres le départ de 135 salariés dans le cadre du Fonds National de l'Emploi, l'année dernière, il en a pris un coup. Commentaire de Mitterrand sur le sujet : « *C'est un phénomène constant devant toute modernisation, toute évolution technique qui va vers la simplification, la mécanisation, la robotisation* ».

Courage ! Avec plus de deux millions de chômeurs, la France est en train de devenir un pays très moderne !

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Editorial

La France en guerre au Tchad

COMBIEN y a-t-il de militaires français au Tchad ? Deux mille hommes ? Trois mille ?

Depuis plusieurs jours, le nombre augmente. On sait toujours après, et ce qu'on nous dit est toujours dépassé.

Il s'agissait il y a une semaine d'envoyer 150 à 200 instructeurs. Maintenant, il y a 2 000 à 3 000 soldats prêts à se défendre, suivant la formule utilisée par le gouvernement. Selon *Le Figaro,* ces paras et légionnaires seraient ravis de se retrouver au Tchad, et ne seraient pas fâchés s'ils étaient contraints de faire le coup de feu. En attendant, certains se pavanent à N'Djamena dans des engins qui portent leur emblème et leur devise : *« Ruse et cogne » !*

Eh oui, Mitterrand vient de donner à quelques milliers de paras au Tchad le feu vert pour se battre, et tuer. Et cela rappelle qu'il y a un peu plus de 25 ans, un gouvernement socialiste aussi, dont Mitterrand était ministre, avait donné tous les pouvoirs à des parachutistes à Alger.

Bien sûr, on n'en est pas encore à l'offensive et à la guerre. Mais qu'en savons-nous ? De mensonges en mensonges, sous prétexte de secret militaire, nous serons peut-être mis devant le fait accompli. C'est ainsi qu'a commencé la guerre d'Algérie. C'est ainsi qu'a commencé la guerre du Vietnam pour les jeunes Américains.

Le gouvernement ose nous dire que c'est pour empêcher les ingérences étrangères au Tchad ! Mais si les Tchadiens partisans de Goukouni et les soldats de la Libye voisine sont des étrangers au Tchad, que sont donc les soldats français ? Ne sont-ils pas des étrangers en Afrique ? Les soldats français vont soutenir la dictature de Habré, comme ils avaient auparavant soutenu celle de Goukouni, et pas y défendre la démocratie ou la liberté du peuple tchadien. Ils vont y défendre une clique contre une autre. Et pourquoi ? Pour préserver les intérêts économiques que quelques capitalistes français ont là-bas ? Ou plutôt pour servir de mercenaires à l'impérialisme américain ?

Depuis près de 100 ans, la France est présente au Tchad, à coups de fusil. La guerre de conquête coloniale a commencé en 1897. Elle s'est achevée aux alentours des années 1920. Les troupes françaises se sont d'abord battues pour conquérir le pays, ensuite pour y maintenir la prépondérance française, c'est-à-dire contraindre les populations à l'esclavage, sur des plantations de coton ou sur les chantiers de voies de communication, pour les seuls bénéfices de quelques grands capitalistes. Et si la palmeraie de Faya-Largeau porte ce nom, c'est qu'un Largeau, officier français, s'est illustré en l'occupant en 1913.

Aujourd'hui, les paras français sont engagés dans la continuation d'une longue guerre que l'impérialisme français n'a jamais cessée là-bas. Aujourd'hui, l'armée française agit comme l'huissier de justice qui va assurer l'encaissement et la bonne rentrée des bénéfices, et en particulier ceux que les groupes financiers successeurs de Boussac font avec le coton.

Voilà le sale rôle de l'armée française en Afrique. En faisant intervenir les paras aux côtés d'Hissen Habré, Mitterrand affirme à tous les chefs d'Etat inféodés à la France que l'armée française continuera à jouer son rôle. Pour qu'ils n'aillent pas se vendre ou plutôt vendre les richesses de leur pays à un plus puissant protecteur.

Les paras à N'Djdamena : déjà comme en terrain conquis.
(AFP)

Oui, avec des gouvernements de droite comme avec des gouvernements de gauche, c'est toujours pour maintenir les peuples dans l'exploitation et l'oppression que l'armée française est intervenue en Afrique. Et les dirigeants socialistes ont bien autant de massacres à leur actif au service de l'impérialisme français que les partis de droite.

Quant aux dirigeants du PCF, ils se défendent d'avaler de nouvelles couleuvres. Mais ils ont beau traîner les pieds, ils ont d'ores et déjà dit qu'ils ne rompraient pas avec le gouvernement. Et ils le suivent dans cette nouvelle aventure coloniale.

Et c'est au nom de toute la population française, que cette intervention militaire est engagée. Bon gré, mal gré, nous avons tous du sang sur les mains. Ce ne sont pas des ministres de droite, ennemis déclarés des travailleurs, qui mènent cette politique, c'est un gouvernement de gauche qui compromet toute la gauche et toute la classe ouvrière française.

Arlette LAGUILLER

Coucou, revoilà l'annuaire électronique

« Télétel. Choisir son spectacle en direct » : **à raison d'un placard publicitaire de deux pleines pages à chaque fois, les PTT s'offrent une grande campagne pour vanter les mérites de Télétel, *« un nouveau moyen de télécommunication qui utilise la ligne téléphonique pour transmettre des informations lisibles sur l'écran d'un terminal ».* Suit la description de tous les services qui seront proposés dans le futur aux heureux détenteurs d'un écran Télétel branché sur leur ligne téléphonique : renseignements administratifs, programmes de loisirs, horaires de transports et réservations, consultation de compte bancaire, etc.**

Pour l'heure *« l'un de ces services, mis au point par les Télécommunications, fonctionne déjà en Bretagne : c'est le service annuaire électronique qui donne le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de tous vos correspondants »,* indique la publicité.

Autrement dit, le fameux annuaire électronique destiné à remplacer l'annuaire en papier que les PTT avait dû renoncer à imposer devant la réaction des usagers dans la région de Rennes, choisie pour cette expérience, ressort maintenant par la grande porte.

Pour l'instant le système n'a commencé à fonctionner qu'à Rennes. Mais d'ici à la fin de l'année, il fera progressivement son apparition à Amiens, à Caen, à Marseille et dans la région parisienne (4e arrondissement, Saint-Cloud, Suresnes, Nanterre, Boulogne et Evry). Puis peu à peu dans tout le pays.

Pour l'instant, répétons-le, ce Minitel (un écran Télétel simplifié) ne peut strictement servir pour les usagers particuliers qu'à obtenir le nom, le numéro de téléphone ou l'adresse d'un correspondant. Mais voilà, les PTT ont reçu pour tâche de l'Etat de fournir à l'industrie le marché que représentent vingt millions de terminaux (il y a vingt millions d'abonnés au téléphone). Du même coup se mettent à croître et à se multiplier les fichiers électroniques (les fameuses banques de données), les services bancalres par téléphone. Evidemment pour que tout cela soit une affaire rentable, il faut que le marché existe. Les PTT, bonnes pommes, fournissent donc l'effort financier. Mais, à vrai dire, les poires dans l'affaire ce seront les usagers. Pour payer tout ce beau matériel, dont la mise en place n'a pourtant rien d'une urgence criante du point de vue des intérêts des usagers, il faudra bien prendre l'argent quelque part ; et peut-être même acheter des matières premières à l'étranger, dévoreuses de devises. Alors on économisera au maximum sur les services de la poste et on augmentera les tarifs. Mais cela, bien sûr, n'est pas mentionné dans les placards publicitaires...

Leclerc fait des rabais sur la peau des autres

Michel Leclerc, le frère du fondateur des fameux centres Leclerc qui s'était déjà fait connaître en pratiquant des rabais sur l'essence, fait à nouveau parler de lui... d'une façon beaucoup moins sympathique. Il viendrait en effet de conclure un contrat avec l'Irak pour lui fournir 500 ULM (Ultra Légers Motorisés), ces engins volants dérivés du deltaplane. A en croire Michel Leclerc dans son interview que publie *France-Soir* du 18 août, l'engin n'aurait que des qualités : léger, facile d'entretien, indétectable au radar, capable de voler pendant trois heures avec deux passagers et 300 kilos de matériel. « *Il suffit de quelques heures pour former un pilote, ce qui est précieux dans un conflit transformé en boucherie où les effectifs de cadres entraînés fondent à vue d'œil* ». Déformation familiale sans doute, pour Leclerc, la boucherie, y a que ça de vrai. Le seul problème — et c'est celui qu'il propose de résoudre —, c'est l'approvisionnement. De plus, toujours selon le petit frère de l'épicier de Landernau, les ULM sont bon marché : « *Un ULM descendu est quand même une moindre perte* (qu'un avion sophistiqué et coûteux) *et il est facile à remplacer* ». C'est sûr. A condition de n'être pas dessus.

Cela dit, celui qui a vendu sa cervelle, à Michel Leclerc, c'est sûr qu'il a dû lui faire un sacré rabais parce que, apparemment, ça ne vole pas haut !

Les profits ne perdent pas le Nord... mais perdent le Sud !

Le journal *Le Monde* du mercredi 17 août consacrait un long article, le premier d'une série, aux problèmes de l'agriculture des Etats-Unis.

L' « Agrobusiness » américain serait au « *creux de la vague* », nous dit-on. Les industriels de l'agriculture en seraient à « *ne plus semer pour récolter* »... Plus exactement à ne plus semer s'ils ne récoltent pas plus de profits. En effet, le problème serait de dégonfler les stocks qui engorgent les silos américains.

L'agriculture donne trop de maïs, trop de blé, trop de céréales. Alors comme il y en a de trop, elles se vendent trop peu cher. Ça ne va plus !

L'administration Reagan se serait donc engagée dans un nouveau programme de « gel des terres », appelé programme « PIK » (Payment in kind », ou paiement en nature). En quoi cela consiste-t-il ? Depuis la fin juillet, trente-sept millions d'hectares de terres jusque-là cultivées sont laissées libres de toute culture. Et c'est beaucoup. C'est plus du tiers de la surface agricole de l'Europe, qui est de 100 milliards d'hectares, et plus que la surface agricole totale de la France, qui est de 30 millions d'hectares.

Bien sûr, l'administration Reagan s'engage à dédouaner intégralement les cultivateurs du manque à gagner... Et le programme aurait pour double effet d'alléger les stocks et de faire remonter les cours.

Il y aurait un risque, bien sûr. La réduction des excédents agricoles pourrait se révéler très mauvaise pour ce qu'on appelle les « activités associées » de l'agriculture, la production d'engrais, de machines.

Toujours est-il que pour sauvegarder leurs profits, les industriels de l'agriculture américaine, aidés par l'Etat, vont réduire de façon drastique la production, prélever des sommes énormes, pour leur propre compte dans les caisses de l'Etat, c'est-à-dire dans la poche de tous les contribuables, avec en prime le risque non dissimulé, à terme, d'engendrer une crise plus grave de débouchés pour d'autres productions liées à l'agriculture.

Mais qu'importe la société, pour que vivent des intérêts égoïstes !

Et tandis que des riches parmi les riches de la société américaine résolvent ainsi leurs problèmes, on apprend, dans le même temps, que de nouvelles émeutes de la faim viennent d'éclater au Brésil. Sur le même continent. Pas bien loin. Là, on crève de faim.

A ce sujet, un envoyé spécial de l'AFP, François Casteran, raconte dans *Le Monde* du 19 août, sous le titre « *Les cercueils blancs du Nord-Est :*

« *Les petits cercueils blancs ont toujours fait partie du quotidien dans le nord-est du Brésil. Mais ils sont chaque année plus nombreux dans le* ***sertao*** *(la brousse), où la sécheresse qui dure depuis cinq ans a réduit plus de dix millions de personnes à la misère.*

« On meurt de faim et de soif ici tous les jours, comme au Biafra », *déclarait récemment le gouverneur de l'Etat du Ceara. Selon des estimations officielles, la mortalité infantile serait de l'ordre de 250 pour mille dans la région.*

La zone touchée recouvre près de 1 million et demi de kilomètres carrés, depuis le Maranhao jusqu'au Minas-Gerais. Des dizaines de milliers de familles y luttent pour la survie quotidienne, en se nourrissant une fois par jour d'un peu de farine de manioc mélangée avec de l'eau ou du café.

Les enfants sont au même régime, condamnés, dans le meilleur des cas, au rachitisme. Des études récentes ont démontré que la population nordestine était en train de se « nanifier ».

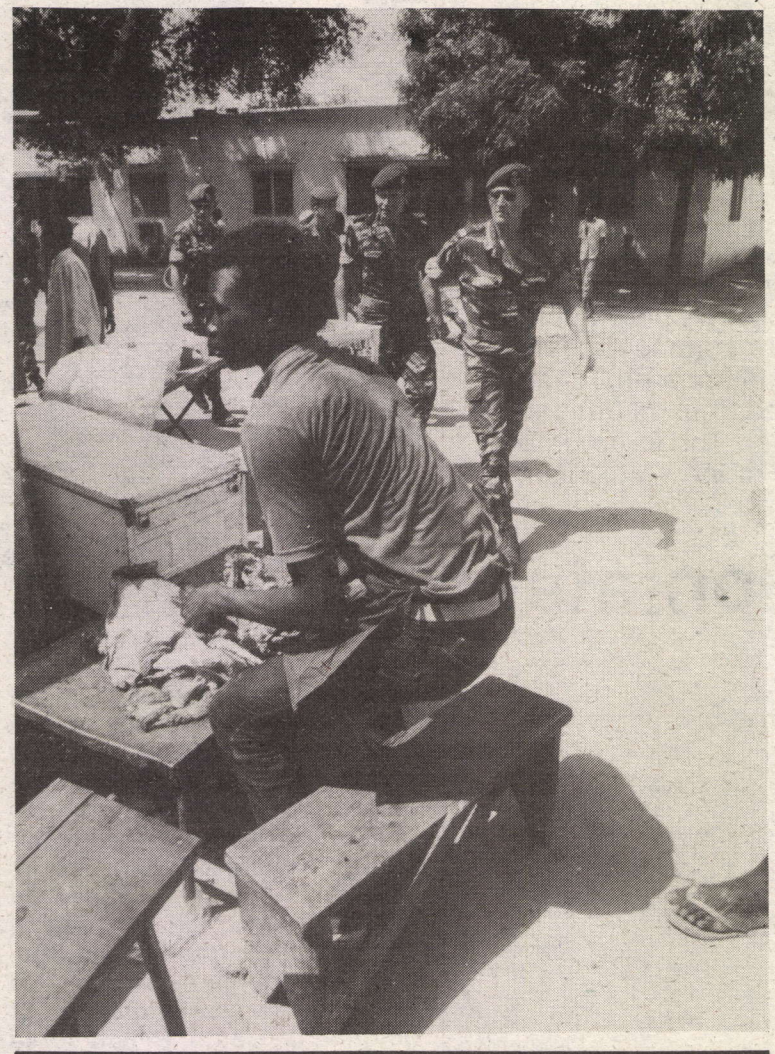
Fatigués de leur quête quotidienne d'un peu de nourriture, des milliers de Nordestins fuient. Cinq cent mille habitants du Ceara, soit près de 10 % de la population de cet Etat, se sont « exilés » dans les ***favelas*** *(bidonvilles) de Recife ou de Fortaleza, ou à Sao-Paulo.*

Souvent le chef de famille part seul. Des enfants de huit, neuf ou dix ans deviennent soutien de famille. Ils travaillent huit heures par jour sous le soleil dans les « fronts de travail » ouverts par le gouvernement pour donner un emploi à plus d'un million de Nordestins. Adultes ou enfants tombent évanouis pendant le travail. Mais aucun ne veut avouer la cause de ces ***tonteiras*** *(vertiges), même si tout le monde le sait : la faim... ».*

Cette situation dramatique serait l'œuvre de la sécheresse ! A qui le fera-t-on croire ? Le grand voisin nord-américain n'est-il pas assez riche de céréales, et riche de savoir technique en matière d'irrigation pour résoudre ce problème ?

Vingt ans d'ingérences et d'interventions militaires françaises au Tchad

Août 1983 : les parachutistes français sur un marché tchadien. *(AFP)*



L'armée française a pratiquement toujours été présente au Tchad depuis l'accession du pays à l'indépendance, en 1960 :

• **De 1960 à 1965,** l'ex-armée coloniale reste sur place, en vertu des accords de défense franco-tchadiens.

• **En 1965,** la troupe devient tchadienne. Mais les officiers et sous-officiers restent des militaires français, en particulier dans la région du Tibesti.

• **1966 :** constitution du Front de Libération Nationale (FROLINAT), organisme formé de tendances rivales, qui lance la rébellion contre le dictateur de l'époque, Tombalbaye, soutenu par l'impéralisme français. Au sein du Frolinat se retrouvent Goukouni Ouedeï et Hissen Habré.

• **Août 1968 :** les parachutistes du 2e REP sont envoyés au Tchad combattre la rébellion du Tibesti, dirigée par Goukouni.

• **Avril 1969 :** la rébellion s'étend à la région du Ouaddaï. Les effectifs des troupes françaises sont portées à 2 500 hommes. C'est une véritable guerre qui s'engage dans le nord et l'est du pays. Plusieurs dizaines de soldats français sont tués. La guerre dure jusqu'en 1972. Mais, même après le retrait du corps expéditionnaire français, il reste sur place plus d'un millier de soldats français.

• **Avril 1974 à janvier 1977 :** affaire Claustre. Hissen Habré capture Françoise Claustre et la retient en otage. En juin 1974, l'aviation française transporte des troupes tchadiennes pour effectuer un coup de main contre la famille d'Hissen Habré.

• **Avril 1975 :** coup d'Etat du général Malloum. Tombalbaye est tué. L'armée française laisse faire.

• **Octobre 1975 :** Malloum fait évacuer les soldats français.

• **Mars 1976 :** accord entre Malloum et Chirac : retour d' « instructeurs » français et fourniture de matériel militaire.

• **Juin 1977 :** nouvelle intervention directe de l'armée française, sous forme uniquement aérienne (du moins officiellement) dans la guerre civile opposant Hissen Habré et Goukouni à Malloum. La France soutient Malloum.

• **Février 1978 :** accord Habré-Malloum.

• **Avril 1978 :** nouvelle intervention aérienne et terrestre. 2 000 hommes sont envoyés au Tchad, pour protéger Malloum acculé par une offensive de Goukouni.

• **Février 1979 :** Hissen Habré, devenu Premier ministre, déclenche une bataille dans la capitale, N'Djaména, contre Malloum. Les troupes françaises défendent les points névralgiques et soutiennent cette fois en sous-main Hissen Habré contre Malloum, qui est évincé.

• **Mai 1980 :** la guerre civile se prolongeant entre Goukouni et Hissen Habré, Paris décide le retrait immédiat des troupes françaises.

• **Août 1983 :** 180 « instructeurs » militaires français, qui se révèlent bientôt être 2 000 combattants potentiels, débarquent au Tchad pour soutenir Hissen Habré encore aux prises avec Goukouni Ouedeï.

Les mêmes qui à droite applaudissent ou simplement trouvent normale la présence militaire française au Tchad pensent probablement qu'une centaine de travailleurs tchadiens en France... mangent leur pain et contribuent à miner les finances et l'économie nationale.

Pourtant la fabrication, l'entretien d'une force militaire sur pied de guerre — hommes et armements — capable d'être envoyée le jour J à des milliers de kilomètres de France, comme elle l'est aujourd'hui au Tchad, n'est-ce pas plus onéreux pour toute la société ?

Les travailleurs africains viennent en France avec leur capacité de créer des richesses, et on les rémunère bien mal. Les militaires français, eux, débarquent au Tchad pour détruire, ou pour soutenir des dictateurs honnis, et les populations le paient très cher.

Mais l'intelligence a-t-elle encore quelque pouvoir contre les préjugés les plus imbéciles ?

Juin 1978 : la Légion étrangère sur le terrain. *(SIPA Press)*

Questions-réponses

Alors que la France intervenait au Tchad, en octobre 1970, un certain François Mitterrand, député, posait les questions suivantes à Léo Hamon, porte-parole du gouvernement :

« Qui la France combat-elle au Tchad ? Lutte-t-elle contre une agression extérieure ? Dans ce cas, d'où viendrait cette agression ? Du Soudan ? Personne ne le soutient. De Libye ? Si le gouvernement le pensait, comment justifierait-il ses ventes d'armes à ce pays ? S'il s'agit d'une affaire purement intérieure, l'accord de 1960 ne s'applique pas. (...) Pourquoi la France combat-elle au Tchad ? Uranium des pays de cette région, intérêt stratégique, solidarité à l'égard des gouvernements africains ? (...) Quelle est la limite dans le temps ? **(tiré du livre *La guerre coloniale au Tchad* de Vernhes et Bloch).**

Apparemment, 13 ans après, Mitterrand a trouvé des réponses à ses questions !

La dialectique... de la solidarité gouvernementale

Tchad : la dangereuse escalade, titrait *Révolution,* l'hebdomadaire du Parti Communiste Français du 12 août, qui dénonçait l'envoi d'avions espions américains à Hissène Habré, lui-même dénoncé comme « *le pion décisif pour la politique américaine* ». Mettant en garde contre les volontés conjointes d'Habré et de Reagan d'entraîner l'intervention des troupes françaises au Tchad, Jacques Varin, le rédacteur de *Révolution,* concluait que cette intervention « *porterait gravement atteinte au crédit de la France parmi les peuples africains qui, depuis le 10 mai 1981, attendent de la France une autre politique que celle suivie par les gouvernements de droite, notamment giscardiens* ».

Roland Leroy dénonçait à son tour le « *piège tchadien* » dans *L'Humanité-Dimanche.*

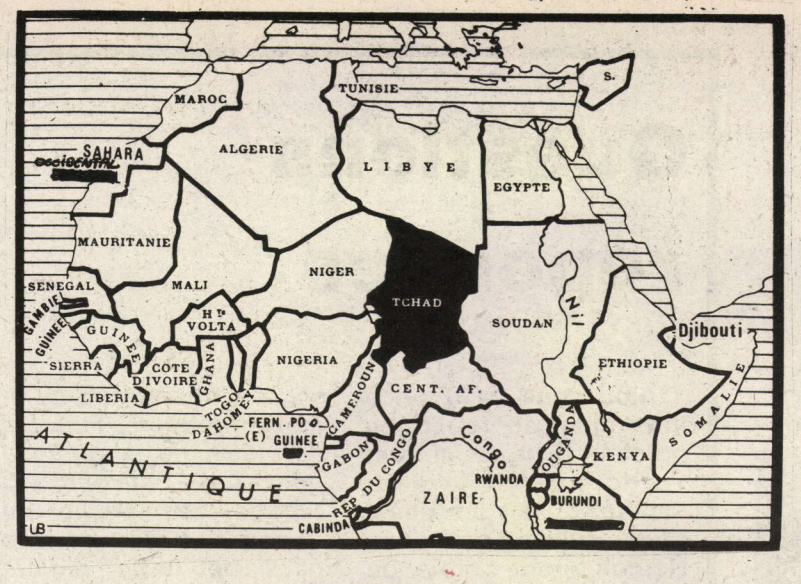
Mais quand il fut clair pour tout le monde que le gouvernement de gauche menait la politique « *suivie par les gouvernements de droite, notamment giscardiens* », et volait au secours de l'agent américain Hissène Habré... on a vainement cherché dans la presse du Parti Communiste une réelle protestation.

Au moment de l'envoi des premières troupes françaises au Tchad, *L'Humanité* s'est permis d'exprimer « *l'inquiétude des communistes français* » devant les tentations de coiffer « *la casquette du père Bugeaud* » (pour reprendre le titre de l'éditorial du quotidien du PC). Mais ensuite, quand il est devenu patent que le nombre de soldats envoyés au Tchad augmentait et qu'il ne s'agissait pas « *d'instructeurs spéciaux* », mais tout bonnement de combattants potentiels, *L'Humanité* est devenue de plus en plus discrète, si ce n'est pas silencieuse.

Le 11 août, la situation au Tchad faisait le titre principal de ce quotidien et était le sujet de l'éditorial. Le 12, le titre avait diminué de moitié et portait sur la nécessité de « *négocier* ». Même chose le 13. Le 16 août, alors que les 150 militaires annoncés étaient passés à près de 800 sur le terrain, le quotidien du PC titrait : « *Troisième jour sans combat* » ! Quant au 18 août, le sujet avait carrément disparu de la première page. Le Tchad était relégué en page 6, où *L'Humanité* constatait sans un mot de commentaire : « *Le dispositif militaire français est renforcé, 450 soldats quittent Roissy aujourd'hui* ».

Il est vrai que, dès le début de cette nouvelle crise tchadienne, la direction du PCF avait clairement fixé les limites de l'expression de ses désaccords avec la politique coloniale du gouvernement. « *Le Parti Communiste exprime ses analyses et les situe dans le cadre de l'action du gouvernement auquel il participe et participera* », écrivait François Hilsum le 11 août. Anicet Le Pors renchérissait deux jours plus tard : « *Le Parti Communiste est un parti de gouvernement qui mène de façon dialectique sa réflexion propre et sa participation au gouvernement* ». Il est probable cependant que bien des militants du Parti Communiste ne sont pas rompus à cette dialectique-là, et que leur « *réflexion propre* » et honnête les conduit à penser que la France impérialiste est une nouvelle fois engagée dans une sale aventure coloniale. Ce serait l'intérêt des travailleurs que, s'ils existent, ces militants-là se fassent entendre, afin que les gouvernants socialistes ne puissent plus se targuer de mener leurs basses œuvres impérialistes au nom de la classe ouvrière.

Et cela dépend beaucoup du cœur et de la conscience de ces militants du Parti Communiste.



TCHAD

Près d'un siècle d'in

De la mission VOULET en campagne...

En envoyant ses paras qui se comptent maintenant par milliers au Tchad, le gouvernement socialiste français n'aurait que d'excellentes intentions. Ils s'agirait, à l'en croire, de mettre un terme aux interventions étrangères dans le pays ! Beau prétexte en vérité, qui ne peut guère satisfaire que les va-t-en-guerre de droite comme de gauche ! Car enfin, s'il y a des troupes étrangères au Tchad aujourd'hui, ce sont quand même bien les troupes françaises ! Et l'ingérence militaire française au Tchad ne date pas d'hier. Depuis plus de 80 ans, la France y colonise, exploite et massacre.

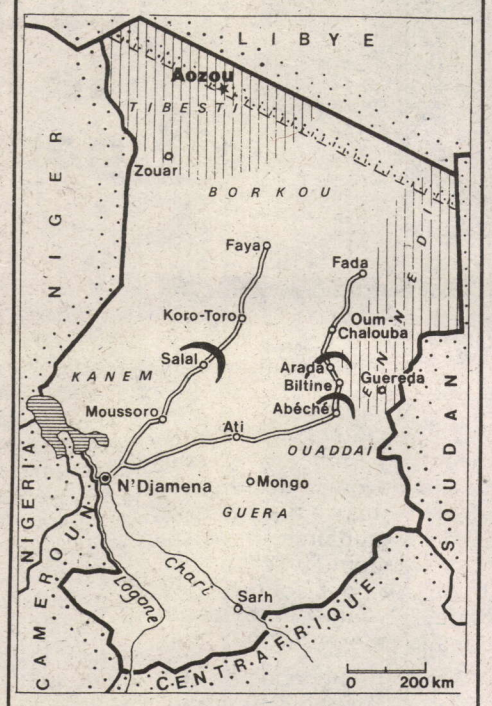
La conquête coloniale

La fin du XIX[e] siècle marquait la fin du dépeçage de l'Afrique entre les grandes puissances coloniales européennes. Les gouvernements d'Angleterre, de France et d'Allemagne délimitaient leurs zones d'influence respectives à la règle et au crayon sur des cartes représentant des régions qu'ils ignoraient presque totalement. C'est ainsi que se fit d'abord la conquête du Tchad. Les hommes politiques discutaient mais, dans le même temps, des missions militaires étaient envoyées sur place pour tenter de prendre de court celles des autres puissances. C'est ce qui en 1898 provoqua l'incident de Fachoda : le capitaine français Marchand avait poussé trop loin son avance, jusqu'à Fachoda au Soudan ; il dut évacuer les lieux au profit de l'impérialisme anglais.

Au Tchad, les lignes de partage entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne étaient bien vagues et ce sont les missions militaires de l'impérialisme français qui fixèrent les futures frontières, contre les autres puissances coloniales, certes, mais surtout contre les populations qu'elles soumirent par les armes, au terme de luttes longues et souvent atroces.

En octobre 1897, Gentil atteint les eaux du lac Tchad, mais ce n'est que deux ans plus tard que trois missions militaires françaises déterminèrent plus précisément l'implantation définitive de la France dans cette région. La France impérialiste, déjà installée en Algérie, en Afrique de l'ouest et en Afrique équatoriale, à l'embouchure du Congo, était particulièrement intéressée par cette conquête de l'Afrique centrale qui lui permettait de réunir ses possessions depuis l'Afrique du nord jusqu'au Congo, par l'intermédiaire du Niger et du Centrafrique.

L'une des trois missions partit donc d'Alger avec à sa tête le commandant Lamy, une deuxième repartit du Congo avec Gentil, la troisième de la boucle du Niger, dirigée par le commandant Voulet. Cette dernière colonne, nommée « Mission Afrique centrale », s'illustra par la sauvagerie de Voulet, en particulier contre les populations à l'est du Niger. Devant l'importance des massacres, le gouvernement lui-même décida de lui retirer le commandement de sa mission. Voulet, dit *« le grand capitaine »*, tua celui qui devait prendre sa place, essayant de guerroyer pour son propre compte ; il fut tué à son tour par ses propres soldats qui devaient aussi subir sa férocité. Les trois colonnes convergèrent en 1900 seulement. Mais Fort-Archambault (désormais Sarh au Tchad) fut créée par Gentil en 1899 ; Fort-Lamy (désormais N'Djaména, l'actuelle capitale du Tchad) en 1900. Les territoires constituant le Tchad étaient contrôlés, avant la colonisation, par des chefs locaux qui avaient une certaine puissance, et étaient à la tête de vastes empires islamisés, en particulier dans le nord. Et l'armée française n'eut pas simplement en face d'elle des petites bandes de rebelles, mais souvent de véritables armées déjà aguerries, souvent à des expéditions dans le sud pour y capturer des esclaves.



Les missions militaires françaises se heurtèrent en particulier, dans le centre-nord de l'actuel Tchad, à Rabah, Soudanais originaire de la vallée du Nil, qui contrôlait le plateau Ouaddaï (à la frontière du Soudan). Ce dernier infligea des défaites en particulier à la colonne de Gentil. Rabah sur le Ouaddaï était à la tête d'un petit empire. Mais lui et ses troupes furent écrasés le 22 avril 1900. Rabah fut décapité. Ce fut le commencement officiel de la colonisation du Tchad : le 5 septembre 1900, un décret organisait le *« territoire militaire des pays et protectorats du Tchad »*.

L'administration militaire du Tchad dura jusqu'en 1915, le temps d'une *« pacification »* — il faut entendre par là une guerre — jalonnée de nombreux massacres de populations et de chefs locaux :

— le 4 décembre 1902, le capitaine Fouque exécutait le chef Abou Aguila et 80 Tchadiens après les avoir attachés par les jambes ;

— le 29 mai 1908, massacre de 400 Tchadiens, puis le 16 juin de milliers de Tchadiens (2000) dans la région du Ouaddaï ;

— Le 8 novembre 1910, à Doroté, le chef Tadjeddine et 600 Tchadiens furent tués au cours d'une attaque par les militaires français.

La région qui fut la plus longue à se soumettre et resta bien plus longtemps sous administration militaire fut celle appelée le « BET », constituée par le Borkou, l'Ennedi, et le Tibesti. Régions au nord du Tchad où les Français se heurtèrent aux Sénoussistes, religieux islamiques, principalement dans le Borkou. La France coloniale dut affronter aussi les Turcs qui à cette époque contrôlaient la Tripolitaine, c'est-à-dire l'actuelle Libye. Ce n'est qu'en 1913 que le colonel Largeau (qui avait déjà eu le commandement des opérations militaires dans le nord du Tchad de 1902 à 1904) s'empara militairement de la palmeraie de Faya, baptisée pour l'occasion et jusqu'à aujourd'hui « Faya-Largeau ».

Mais les territoires prétendument bien contrôlés furent encore le théâtre de combats sanglants. Ainsi, en 1913, dans la région de Guéra (dans le centre du pays), un village qui refusait de se soumettre eut droit à un encerclement prolongé : 50 jeunes gens et jeunes filles sautèrent dans le vide du haut de la montagne de leur village.

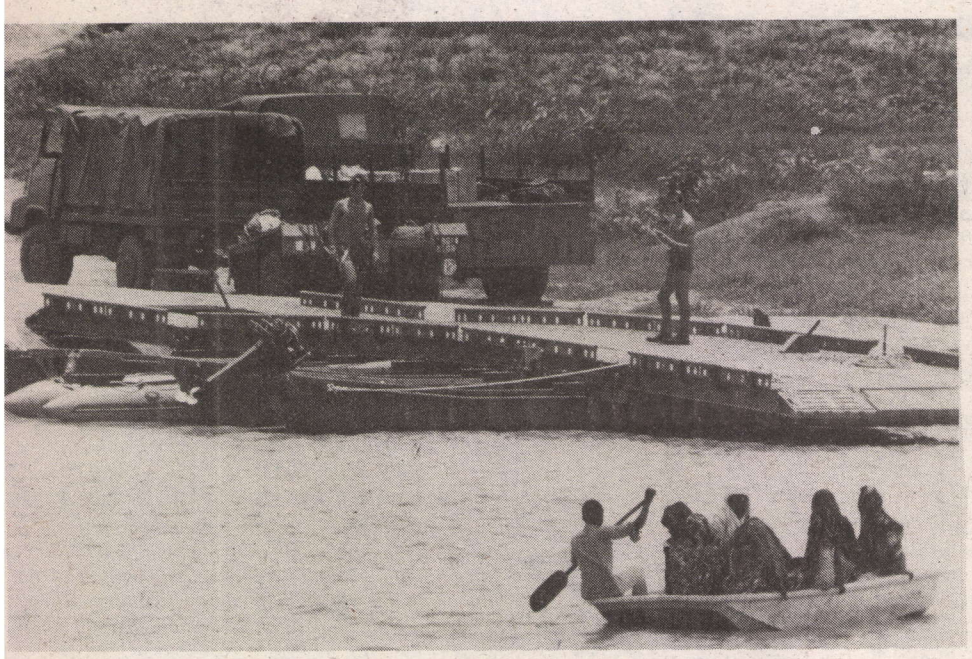
Après quinze ans de guerre, le territoire fut confié à partir de 1915 à un gouverneur civil, excepté la région du Tibesti.

Le peu de cas que la France fit des populations lors de la conquête coloniale se perpétua lorsque le Tchad fut érigé en colonie à partir de 1920. Sans se soucier des peuples et de leurs intérêts, l'impérialisme français fit subir de multiples changements aussi bien au statut du Tchad qu'à ses limites frontalières. Son « intégrité territoriale » ne semblait guère soucier la France. Dès avant la Première Guerre mondiale, les limites du Tchad firent l'objet de tractations avec l'Angleterre et l'Allemagne. En 1930, le Tibesti fut rattaché au Tchad. Mais en 1935, un accord entre Mussolini et Laval donna le droit aux garnisons italiennes d'accéder à divers points d'eau, dont celui d'Aozou. Toute cette bande de territoire constitue le domaine que la Libye a repris en 1976.

Si les limites du Tchad sont définitivement fixées en 1936, le Tchad fut encore séparé de l'Oubangui-Chari, l'actuelle République Centrafricaine.

Pour la population, les changements de statuts, le déplacement des frontières ne changeaient pas grand-chose au regard des bouleversements brutaux engendrés par la colonisation. Car ce fut surtout un nouvel esclavage. De force, les populations du sud en particulier durent servir de main-d'œuvre pour la construction de voies ferrées, de pistes, pour le portage ; ou encore elles furent obligées de cultiver du coton à la place de leurs cultures de subsistance.

gérence militaire française



... à l'armée française au Tchad en 1983 (AFP)

Après la guerre de conquête, l'exploitation

Une fois la conquête achevée, les autorités coloniales, en s'appuyant au besoin sur des chefs locaux, organisèrent l'encadrement de la population, surtout dans le sud, pour la contraindre à un nouvel esclavage au service des grands capitalistes français auxquels des territoires avaient été cédés en « concessions ».

A la population furent imposés la culture du coton, de grands travaux de percées de voies de communication.

A partir de 1921, le Tchad servit de réservoir de main-d'œuvre à la construction de la voie ferrée Congo-Océan. La construction de cette voie ferrée sur des centaines de kilomètres, en pleine région équatoriale, fut dévoreuse d'hommes. Une partie d'entre eux fut recrutée parmi les habitants peuplant les vallées du Logone et du Chari (régions entre le lac Tchad et le Centrafrique). Voici ce que note l'écrivain André Gide dans *Retour du Tchad* (écrit en 1927-1928, publié aux éditions Gallimard, dans la collection Idées) : « *Le chemin de fer Brazzaville-Océan est un effroyable consommateur de vies humaines. Voici Fort-Archambault tenu d'envoyer de nouveau mille « Saras ». Cette circonscription, l'une des plus vastes et des mieux peuplées de l'AEF, est particulièrement mise à contribution pour la main-d'œuvre indigène. Les premiers contingents envoyés par elle ont eu beaucoup à souffrir, tant durant la durée du trajet, à cause du mauvais aménagement des bateaux qui les transportaient, que sur les chantiers mêmes, où les difficultés de logement et surtout de ravitaillement ne semblent pas avoir été préalablement étudiées de manière satisfaisante. La mortalité a dépassé les prévisions les plus pessimistes* ».

Ce recrutement forcé engendra la misère pour des paysans contraints de quitter leurs terres et leurs cultures et aussi des révoltes. La révolte des Daï, en 1929 et 1930, fut sauvagement réprimée par un chef local nommé Bézo. L'administration coloniale créa des « *chefs de canton* » issus de la population locale chargés de faire respecter l'ordre colonial. Cet ordre colonial devait être entièrement supporté financièrement par la population elle-même. La colonie n'avait pas d'autres ressources que celles provenant des impôts sur les personnes, le bétail, par la patente, les droits des marchés... Il fallait là-dessus tout payer : les salaires de l'administration, y compris la solde des administrateurs, même lorsque ceux-ci étaient en congé en métropole.

L'administrateur, le « commandant », avait tous les droits. Il pouvait lui-même infliger des peine de prison sans autre procédure. Ce sont des commandants qui utilisèrent la main-d'œuvre locale avec le système des « *prestataires* ». Une grande partie de la population ne pouvait payer ses impôts, et devait donc en compensation fournir un travail forcé gratuit. C'est ainsi que des milliers de kilomètres de piste furent construits. En 1936 au deuxième trimestre, 1394 « prestataires » furent utilisés pour faire un grand rectangle de plusieurs hectares qui constituera le premier aéroport de N'Djamena.

Les travaux les plus durs comme le portage ne furent pas éliminés. Voici ce qu'écrit en 1935 le chef de subdivision de Fort-Archambault (cité par Jean Chapelle dans un ouvrage sur *Le peuple Tchadien)* : « *L'indigène travaille de plus en plus sans avoir un gain réel. Le réseau routier n'empêche pas le portage et aujourd'hui encore, comme au temps du Tchad militaire, le mil arrive à Fort-Archambault par caravanes de mille femmes ou hommes, qui marchent des journées sur une route maintenant élargie de six mètres* ».

Puis ce fut l'introduction massive de la culture du coton. Nulle au départ, elle s'élevait à 50 000 tonnes de coton-graine en 1946. Cette culture fut imposée à la population contrainte d'abandonner l'essentiel de ses cultures vivrières de subsistance. Les paysans avaient obligatoirement un quota à fournir chaque année. Les sommes payées aux producteurs étaient très faibles. Elles étaient payées par l'intermédiaire des chefs qui prélevaient leur part. Et une fois soustraites les sommes dues au titre de l'impôt, il ne restait souvent rien... que des dettes.

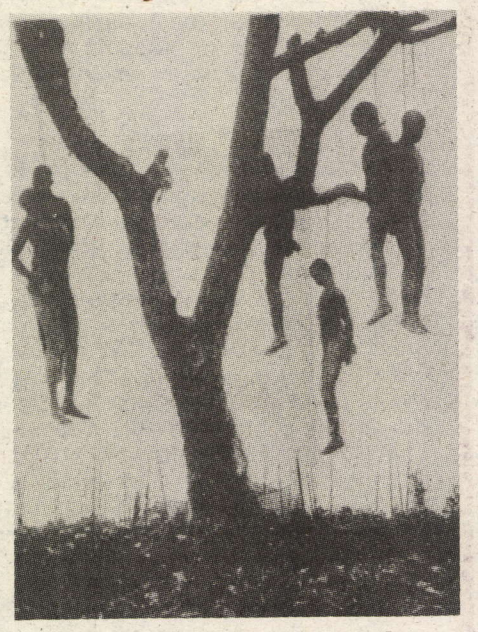
La culture du coton fit la fortune de grandes compagnies, en particulier de Boussac. Mais elle fut une culture forcée pour le paysan. Des villages entiers refusèrent de cultiver le coton.

Deux livres à lire

● *Il faut lire et faire lire le livre de J.F. Rolland publié aux éditions Grasset, qui évoque les conditions dans lesquelles s'est déroulé un des épisodes de la conquête du Tchad par l'armée française, à la fin du XIX^e siècle. Il raconte la « mission Voulet », du nom de ce capitaine qui atteignit le lac Tchad après avoir mis des régions à feu et à sang. Il raconte les pillages, les exécutions, les massacres de populations qui ont marqué la construction de l'empire colonial français, entreprise d'asservissement de tout un continent. Rien à voir avec les images d'Epinal des livres « d'histoire » pour écoliers.*

Grâce à un armement supérieur, jouant en permanence sur les divisions ethniques, imposant par la violence le véritable esclavage que représentait le portage, des poignées de militaires français ont sillonné l'Afrique pour s'approprier des territoires immenses au nom de la République, quand ce n'était pas en leur nom propre et pour leur propre compte. J.F. Rolland dépeint ce qu'étaient ces militaires, la plupart du temps des aventuriers ou des ambitieux aigris (souvent les deux à la fois), s'arrogeant tous les droits sur une population méprisée, et pour qui l'Afrique n'était qu'un terrain de conquêtes et de rivalités.

Le récit minutieux mais vivant de J.F. Rolland s'appuie sur les archives de l'ancien ministère des Colonies. Car le capitaine Voulet a mal tourné. L'opinion publique française s'était émue des récits d'atrocités parvenus d'Afrique. Une enquête avait été ordonnée et le capitaine Voulet, « le grand capitaine », est finalement tombé sous les balles de ses propres troupes, victime de sa mégalomanie, des jalousies qu'il avait suscitées au sein même de l'armée.



Massacre d'Africains par Voulet dit « le grand captaine ».

Mais si certains de ses méfaits et crimes ont été dénoncés, si l'homme de main Voulet a connu l'opprobre et la déchéance, les territoires qu'il a conquis et occupés sont bel et bien restés chasse gardée de l'impérialisme français. Ensuite, y sont arrivés les capitaux, et une nouvelle forme d'esclavage pour les populations soumises.

Le grand capitaine de Jacques-Francis Rolland-Ed. Grasset.

● *L'écrivain André Gide entreprit à partir de 1926 un voyage dans ce qui était à l'époque l'Afrique Equatoriale Française, et particulièrement au Congo et au Tchad. Gide eut l'honnêteté — bien que non opposé au colonialisme — de dire ce qu'il avait vu, ce qui lui valut l'hostilité entre autres des compagnies forestières qui exploitaient le caoutchouc dans le premier de ces pays.*

Il rassembla son journal de voyage dans Voyage au Congo *et* Retour du Tchad, *que la collection Idées a réunis dans un même et seul volume, avec l'échange de lettres entre Gide et divers gouverneurs, ou le dirigeant de la Compagnie Forestière de Sangha-Oubangui. Ce sont d'ailleurs ces lettres, ainsi que toutes les petites notes de son journal, qui fourmillent de faits, de chiffres, dénonçant les injustices les plus criantes qu'il a vues ou qu'on lui a rapportées et qu'il a vérifiées.*

Tout cela est parfois un peu dispersé parmi d'autres considérations de l'auteur, mais l'ensemble ne manque pas d'intérêt. Rappelons que, dans les années trente, ceux qui revenaient d'Afrique se faisaient plutôt les chantres de « l'œuvre » de la France en Afrique et que l'indépendance de Gide était l'exception.

Les chars russes entraient en
pour mettre fin au Printemps

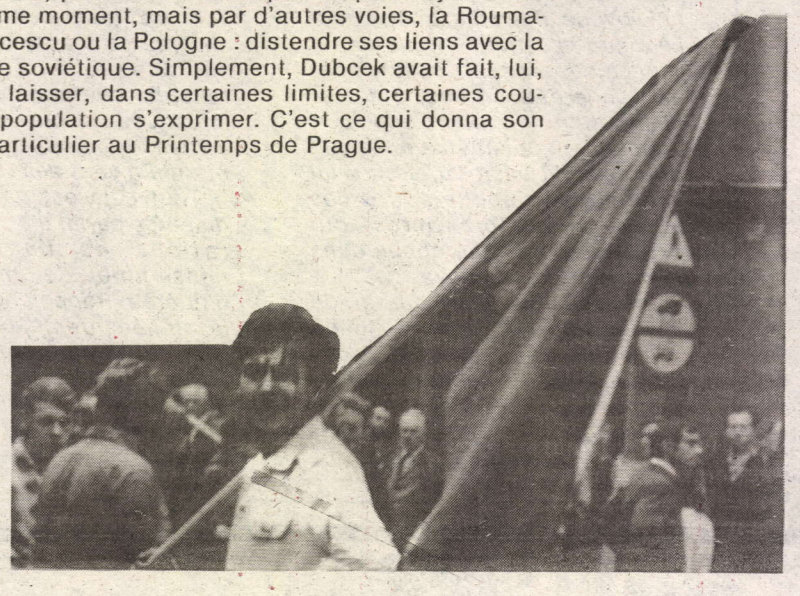
Il y a quinze ans, dans la nuit du 20 au 21 août 1968, les troupes soviétiques, secondées par celles de quatre des Démocraties Populaires, l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Bulgarie et la Hongrie, intervenaient en Tchécoslovaquie. Sept mille chars, des centaines d'avions, quatre à cinq cent mille hommes investissaient toutes les localités, occupaient les aéroports, les ministères, les stations de radio et tous les points stratégiques, mettant brutalement un point final à ce que l'on avait appelé le « Printemps de Prague » et ouvrant la voie à ce qu'on appela la « normalisation » en Tchécoslovaquie.

Nombre de politiciens de gauche... et aussi de droite virent dans le « Printemps tchécoslovaque », le temps qu'il dura et peut-être encore davantage après qu'il eut été étranglé, le premier exemple de « socialisme à visage humain ». Pourtant, s'il est vrai que la liberté d'expression qui régna dans le pays pendant quelques mois, si la floraison de la presse, de tracts, d'affiches, de réunions de toutes sortes donnèrent effectivement un caractère particulier et relativement exceptionnel à ce printemps 1968 à Prague, la Tchécoslovaquie de Dubcek n'en était pas pour autant en marche vers le socialisme. Elle n'évoluait pas à gauche, mais vers l'Ouest. Et tout autant qu'une certaine démocratie retrouvée, toute relative et principalement pour la petite bourgeoisie intellectuelle, c'est cette évolution-là, cette marche vers l'Ouest, qui suscitait les louanges en Occident.

Cette tendance au rapprochement avec l'Occident n'était d'ailleurs pas propre à la Tchécoslovaquie de l'époque et elle n'a pas cessé de se manifester depuis, avec plus ou moins de vigueur et sous des formes variables, dans l'ensemble des pays de la zone d'influence de la bureaucratie russe. Au moment même où se déroulait le Printemps de Prague, d'autres Démocraties Populaires, la Roumanie en particulier, prenaient plus ou moins ouvertement leurs distances avec l'Union Soviétique. C'est ainsi qu'au début de mars 1968, la délégation roumaine claquait avec éclat la porte d'une conférence de soixante-dix Partis Communistes réunie à Budapest, sous le prétexte que la Chine et surtout les tendances « nationalistes » des dirigeants roumains eux-mêmes avaient été critiquées. Un geste que, quelques années plus tôt, les dirigeants roumains auraient à coup sûr payé de leur place, sinon de leur vie.

Paradoxalement, l'ascension au premier plan de la Pologne du général Moczar, le ministre de l'Intérieur, antisémite connu qui s'était signalé par la brutalité avec laquelle il avait réprimé les manifestations étudiantes du printemps 1968 en Pologne, mais aussi nationaliste polonais notoire, témoignait que les mêmes forces nationalistes étaient à l'œuvre dans ce pays qu'en Roumanie ou en Tchécoslovaquie. Même si pour s'exprimer elles emprunteraient des formes radicalement différentes.

En fait, la Tchécoslovaquie de Dubcek ne faisait, fondamentalement, pas autre chose que ce qu'essayaient de faire au même moment, mais par d'autres voies, la Roumanie de Ceaucescu ou la Pologne : distendre ses liens avec la bureaucratie soviétique. Simplement, Dubcek avait fait, lui, le choix de laisser, dans certaines limites, certaines couches de la population s'exprimer. C'est ce qui donna son caractère particulier au Printemps de Prague.



Un banal règlement de comptes entre bureaucrates

L'affaire avait pourtant démarré au début de 1968 comme un banal règlement de comptes entre les diverses cliques qui, à Prague, se partageaient le pouvoir ou qui y aspiraient. Mis en place quinze ans plus tôt, à une époque où la bureaucratie stalinienne de Moscou intervenait directement et quasi quotidiennement dans les affaires des Etats et des partis des Démocraties Populaires, le dictateur Novotny avait réussi à s'affranchir suffisamment de la tutelle soviétique — comme la plupart de ses collègues, d'ailleurs — pour que Moscou n'intervienne plus directement dans les nominations à la tête du parti. Ce fut peut-être d'ailleurs ce qui lui fut fatal. En butte depuis plusieurs mois à l'opposition d'intellectuels et contesté par certains bureaucrates qui aspiraient à assumer la relève, Novotny était démissionné le 5 janvier 1968 par le présidium du PC tchécoslovaque et remplacé à sa tête par un homme au passé moins lourd : Dubcek. Deux mois plus tard, le 4 mars, était révélé un scandale mettant en cause un proche de Novotny, le général Sejna, qui s'était enfui aux Etats-Unis. Le 17 mars, Novotny cédait sa place de chef de l'Etat à un homme offrant apparemment toutes garanties à l'URSS : le général Svoboda, ancien officier de l'Armée Rouge.

En fait, jusque-là, y compris dans les méthodes utilisées pour mettre sur la touche l'ancienne équipe, la relève s'est effectuée selon les méthodes les plus classiques au sein des cliques étroites qui se disputent le pouvoir dans les Démocraties Populaires : manœuvres d'appareil et « révélations » plus ou moins sordides destinées à discréditer l'adversaire sans que jamais le débat — à supposer qu'il y en ait un — ne se porte directement sur le terrain politique, et surtout sans que la population ne soit en quoi que ce soit invitée à donner son opinion. Et en la circonstance, Dubcek et les siens n'apparurent en rien comme des dirigeants d'une espèce différente des bureaucrates qui les avaient précédés.

Antonin Novotny (AFP)

Dubcek (AFP)

Le Pra sar

Pourtant, parce qu'ils avaient combattu Novotny et avaient réclamé contre lui le droit de s'exprimer, un certain nombre d'intellectuels, et plus généralement la petite bourgeoisie intellectuelle du pays, prenant au mot les timides déclarations de Dubcek en ce sens, se mirent à réclamer une plus grande liberté d'expression. Dès le 14 février, des écrivains avaient réclamé la réhabilitation de leurs collègues, injustement condamnés par le passé. Le 1er mars, fait sans précédent, la radio tchécoslovaque annonçait à ses auditeurs qu'elle fonctionnait... sous la censure ! Les pouvoirs de la censure furent réduits le 6 mars avant qu'elle soit supprimée le 29 juin. Il est vrai qu'à ce moment, son rôle était devenu quasiment nul. Des associations comme celle regroupant « *les victimes non communistes du stalinisme* », ou le « *club des 231* », s'étaient créées, éditant leur propre presse et leurs tracts, que les responsables de l'Etat, quand bien même ils en auraient eu la volonté, auraient été bien incapables de censurer. Mais si l'effervescence gagna de larges pans de la petite bourgeoisie intellectuelle, la classe ouvrière, elle, même si elle se réjouissait du changement intervenu et même si, très probablement, elle suivait avec attention les événements, n'en fut à aucun moment réellement partie prenante.

En fait, par bien des côtés, le Printemps de Prague évoquait davantage la vague de contestation qui anima en ce printemps 1968 la petite bourgeoisie intellectuelle de Rome, Tokyo, Berlin ou Paris en Mai 68, avant que la classe ouvrière n'intervienne.

Mais, alors que leurs collègues de Varsovie par exemple faisaient matraquer sans hésitation les étudiants contestataires polonais, les nouveaux dirigeants tchèques, eux, firent le calcul de tenter d'utiliser le mouvement en le canalisant pour essayer de gagner une plus grande marge

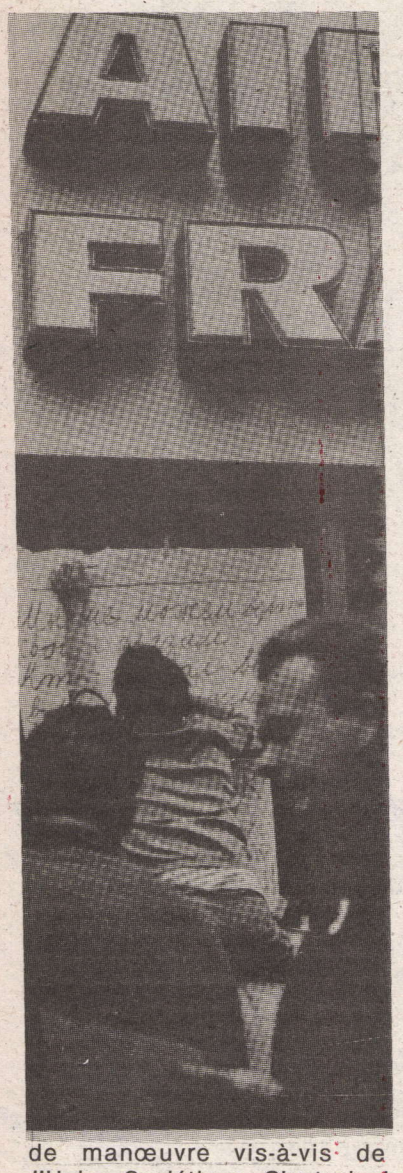
La « désapprobation » du dans la « normalisation »

Annonçant l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, *L'Humanité* du 22 août résumait dans son titre le communiqué du Bureau politique : « *Le Parti Communiste Français exprime sa surprise et sa réprobation* ». La résolution adoptée à l'unanimité le lendemain, lors d'une réunion extraordinaire du Comité central, tout en reprenant à son compte nombre des griefs exprimés par l'URSS à l'encontre des dirigeants tchécoslovaques, « *faisait sienne la déclaration du Bureau politique* » (de la veille) et « *désapprouvait l'intervention militaire en Tchécoslovaquie* », ouvrant ainsi pour des années une polémique sur la nuance entre réprouver et désapprouver... Cela dit au-delà de la querelle sur les termes, le fait demeurait : pour la première fois dans son histoire, le Parti Communiste n'approuvait pas un acte politique important de l'Union Soviétique. Il s'agissait certes d'une réserve mesurée, d'un ton modéré mais, néanmoins, il tranchait.

A vrai dire, le PCF n'avait guère le choix. L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie survenait quelques semaines à peine après les événements de Mai 68 en France et la grève générale que la bourgeoisie française accusait le PC d'avoir laissée se développer

Tchécoslovaquie
de Prague

rintemps de
ue : un Mai 68
la classe ouvrière



de manœuvre vis-à-vis de l'Union Soviétique. C'est ainsi que, parallèlement à la liberté d'expression, l'Eglise se vit reconnaître le droit de recruter autant que bon lui semblait dans ses séminaires et que les prêtres furent dispensés de travailler en usine. Le Parti Populaire Chrétien et le Parti Socialiste Tchèque reprirent vie. En fait, la démocratisation de ce printemps, même si à terme elle risquait de conduire la classe ouvrière tchécoslovaque à se faire entendre aussi, concerna, essentiellement la petite bourgeoisie et les forces politiques les plus à droite, avec la bénédiction de Dubcek et de ses amis.

L'intervention du gendarme soviétique... avec l'accord de l'impérialisme

Ni les tentatives plus ou moins revendiquées de la Tchécoslovaquie de s'affranchir davantage de la tutelle soviétique — une commission gouvernementale préconisait par exemple le développement des échanges commerciaux avec l'Ouest pour contrebalancer la diminution de ceux pratiqués avec l'Europe de l'Est — ni surtout une plus grande liberté d'expression dans un pays appartenant à leur zone d'influence ne pouvaient laisser les dirigeants soviétiques indifférents. Au fur et à mesure que l'expérience se développait, ils multiplièrent les avertissements et les critiques, en particulier lors des voyages que Dubcek effectua en URSS ou au cours de leurs propres visites en Tchécoslovaquie. Dès le 8 mai, des mouvements de troupes étaient signalés à proximité de la frontière tchécoslovaque et, le 30 mai, des manœuvres de troupes russes sur leur territoire étaient imposées aux dirigeants tchèques.

Pourtant, malgré le ton de plus en plus dur adopté par Brejnev, malgré les pressions diverses, y compris militaires (car c'est bien le sens qu'avaient les manœuvres soviétiques de juin et de juillet 1968), pratiquement personne, et en particulier pas les dirigeants tchécoslovaques, ne parut craindre réellement une intervention militaire russe. En effet, malgré le visage nouveau qu'offrait alors la Tchécoslovaquie, le Parti Communiste Tchécoslovaque paraissait avoir la situation en main et, en fait, à aucun moment le mouvement ne déborda des cadres que lui avaient fixés Dubcek et Svoboda. De plus, les dirigeants tchécoslovaques demeuraient prudents dans leurs déclarations à l'égard de l'URSS. Ils ne manquaient pas une occasion de rappeler que « *l'amitié avec l'URSS est le fondement de notre politique extérieure* » (une façon de dire son amitié, peut-être, mais une façon aussi de dire qu'on décide, soi-même, sur des bases nationales, de la politique « extérieure »...). En la matière, les dirigeants tchécoslovaques restaient donc endeçà de ce que se permettaient leurs homologues roumains, par exemple.

En faisant intervenir massivement son armée contre la Tchécoslovaquie, le 21 août, la bureaucratie russe signifiait qu'elle pouvait à la rigueur s'accommoder de la prise de distance à son égard de la Roumanie — comme elle l'avait déjà fait pour la Yougoslavie et l'Albanie — mais qu'elle ne pouvait tolérer que cette évolution se fasse dans un contexte de mobilisation populaire, aussi limité et aussi contrôlé soit-il. Si Dubcek, lui, avait toléré le mouvement en espérant l'utiliser pour s'éloigner davantage de l'URSS, les dirigeants du Kremlin, eux, craignaient probablement que l'évolution de la Tchécoslovaquie prenne valeur d'exemple aux yeux des populations d'autres Démocraties Populaires, et même aux yeux des travailleurs de l'URSS. En intervenant militairement en Tchécoslovaquie, avec l'accord au moins tacite de l'impérialisme qui ne fit rien pour l'en empêcher, Brejnev se montrait doublement responsable. Responsable du maintien de l'ordre dans la zone d'influence qui lui était impartie, en prévenant toute possibilité d'intervention de la classe ouvrière. Responsable aussi des intérêts de la bureaucratie qui, en intervenant les armes à la main contre la Tchécoslovaquie, mettait du même coup un frein aux velléités d'émancipation des autres Démocraties Populaires.

A cette époque-là, les deux grands faisaient chacun la guerre contre les peuples dans leur zone d'influence. Les USA menaient une guerre de plus en plus dure au Vietnam et laissaient les dirigeants russes agir à leur gré de leur côté. Et tant pis pour tous ceux qui, en Tchécoslovaquie ou ailleurs, avaient pu croire à tort que le « monde libre » viendrait à leur aide.

Prague, le 23 août 1968. Les chars russes pris dans la foule. (AFP)

La « normalisation »

Pourtant, aussi réussie qu'elle ait été sur le plan militaire — pratiquement en une journée l'ensemble du pays était investi et ses dirigeants arrêtés —. l'opération faillit bien, sur le plan politique, être un fiasco. Les Russes ne trouvèrent personne, à quelques rarissimes exceptions près, pour cautionner leur intervention. Mieux même, les organes réguliers du parti réunis dans la clandestinité — un congrès clandestin se réunit dans une usine — ratifièrent les anciens dirigeants, ceux-là mêmes que les Russes avaient emmenés à Moscou. Dans la rue, la résistance s'organisait : toutes les plaques indicatrices furent démontées et les chars ne trouvaient qu'une indication : Moscou - 2 000 KM. Les soldats — qui croyaient être appelés par le peuple tchèque — étaient insultés ; on en vit certains pleurer. Des radios libres transmettaient les consignes, la grève générale appelée par le PC était totale.

Devant une telle situation, Brejnev n'eut pas d'autre recours que de négocier et de remettre en place les anciens dirigeants qui, en fait, ont été littéralement tirés de prison pour cela.

Mais en fait, en signant les accords de Moscou, Dubcek et Svoboda signaient leur capitulation : ils s'engageaient à « normaliser » la situation dans leur pays sous le contrôle des troupes soviétiques. Ce que les soldats russes n'avaient pu obtenir en une fois, ils s'engageaient à le faire avaler peu à peu au peuple tchécoslovaque, grâce à l'immense crédit qu'ils avaient gagné au cours du printemps et lors de l'intervention soviétique.

Faisant reprendre le travail, multipliant les appels au calme, bâillonnant progressivement la presse, acceptant une à une les destitutions de leurs amis politiques, Dubcek et Svoboda se firent les meilleurs artisans de la normalisation, jusqu'au moment où la bureaucratie ayant réussi à rétablir l'ordre avec leur appui, put se débarrasser de Dubcek et des autres dirigeants du Printemps de Prague.

PCF : une étape de ses rapports avec la bourgeoisie française

Dans un tel contexte, le PCF qui, depuis des années déjà, aspirait à être réintégré dans le jeu politique classique de la bourgeoisie, qui recherchait l'union de la gauche, ne pouvait guère faire moins que de donner des gages à la bourgeoisie sur le terrain de ses liens avec l'URSS.

De fait, cette prise de position du PCF marquait une étape dans le processus de social-démocratisation qui était inscrit dans la logique de son évolution depuis des années. Elle allait, dans les années qui suivirent, être suivie de bien d'autres. Pourtant, aux yeux d'un certain nombre de ses dirigeants, ce premier pas dans la démarcation de l'Union Soviétique, enrobé d'explications et de justifications filandreuses, était insuffisant. Le responsable des intellectuels au sein du Bureau politique, Roger Garaudy, spécialiste du « dialogue avec les chrétiens », allait se faire le porte-parole de ce courant, tandis qu'à l'opposé la veuve de Maurice Thorez, Jeannette Vermeersch, réprouvait la désapprobation du PCF, y voyant une rupture avec son passé.

Si les couches les plus petites-bourgeoises du PCF se reconnaissaient en Garaudy et approuvaient son désir de condamner plus fermement l'URSS, un certain nombre de militants ouvriers, parfois de ceux qui avaient été déçus par le manque de combativité de la politique de leur parti en Mai 68, se reconnaissaient dans Jeannette Thorez-Vermeersch et mettaient dans un même sac la direction du parti, sa politique en Mai 68 et sa désapprobation de l'intervention russe en Tchécoslovaquie.

Cela dit, les simples militants du PCF ne furent jamais appelés à trancher la discussion ouverte sur la question de savoir s'il fallait ou non se démarquer de l'URSS et, si oui, comment et pourquoi. La question se résolut comme les autres au sein du PCF : parmi les quelques hommes qui tiennent l'appareil du parti et qui, en fait, prennent toutes les décisions en son nom, quoi que puissent en penser les militants. Jeannette Thorez-Vermeersch, mise en minorité au sein du Bureau politique et du Comité central, démissionna avec éclat des instances dirigeantes du PC en octobre 68. Même s'il s'agissait d'une démission et non d'une exclusion, cela constitua aussi un fait nouveau. Pour la première fois dans son histoire, les partisans les plus inconditionnels de l'URSS abandonnaient le terrain. Une évolution que Duclos, faisant état de son « *combat intérieur entre le cœur* (la fidélité à l'URSS) *et la raison* (la social-démocratisation du PCF) commentait en affirmant : « *La raison m'a dit que la position prise par le parti était justifiée...* » Il faut croire que le cœur n'y était pas !

Quant à Garaudy, il fut exclu quelques mois plus tard, lors d'un congrès du PC au cours duquel il put prendre la parole, fournissant ainsi, à sa manière, l'occasion à la direction du PCF de montrer que le parti devenait, mais à sa façon et à son rythme, le parti de plus en plus social-démocrate que Garaudy appelait de ses vœux.

□ Affaire Barbie :

Le « monde libre » passe aux aveux

Reconnaisant que les services secrets américains avaient bien contribué à soustraire à la justice française Klaus Barbie, ancien criminel de guerre nazi, mais aussi collaborateur compétent des services de renseignement américains après la guerre, une commission américaine vient de recommander au gouvernement des USA de présenter ses excuses à son homologue français...

Cela dit, pour la commission en question, la bonne foi des Américains aurait été surprise : les services de renseignement américains auraient été mal renseignés sur la personnalité de leur collaborateur et les autorités de Washington auraient ignoré que Barbie travaillait pour elles. Elles auraient donc été abusées...

Tout cela relève bien évidemment de l'hypocrisie la plus belle. Et tant d'hypocrisie, c'est de la franchise ! Au détour d'une phrase, la commission américaine reconnaît : *« Nous avions affaire à un nouvel adversaire », « nous étions en pleine guerre froide, nous avions des tâches nouvelles et peu de personnel américain qualifié pour y faire face ».* Le rapport assure, comme le rapporte *Le Monde*, que *« dans la confusion de l'après-guerre, les Américains redoutaient plus l'expansion du communisme que le retour du nazisme, (...) que les officiers américains ne faisaient pas confiance aux services de renseignement français qu'ils jugeaient infiltrés par des agents communistes et même soviétiques ».*

Une façon de dire que si c'était à refaire, les dirigeants du « monde libre » le referaient. C'est celle-là, leur excuse...

□ Le gouvernement allemand fournit les prisons turques

Le gouvernement de la République fédérale allemande vient d'extrader trente-neuf ressortissants turcs. Destination : Turquie.

L'un des extradés, Sami Memes, âgé de vingt-quatre ans, est accusé par les autorités de son pays d'avoir participé à une fusillade et il risque la peine de mort. Ses avocats ont porté plainte auprès de la Commission européenne des droits de l'homme, estimant qu'il aurait dû être traité en réfugié politique.

Les généraux dictateurs au pouvoir en Turquie sont notoirement connus pour utiliser la torture et la peine de mort à tour de bras. Près de 8 000 prisonniers politiques turcs ont mené ces dernières semaines une grève de la faim afin d'obtenir la reconnaissance d'un statut de prisonnier politique, la suppression des cellules d'isolement ainsi que la fin des tortures et des mauvais traitements. Certains d'entre eux ont refusé de s'alimenter pendant plus d'un mois, plusieurs sont morts, une soixantaine auraient été hospitalisés dans un état proche du coma.

Tout cela est connu. Tous les jours, la grande presse rapporte son lot d'informations atroces sur la question. Le gouvernement allemand n'en a pas moins expédié les trente-neuf réfugiés par avion vers Istanbul. C'est-à-dire qu'il les a directement livrés à leurs tortionnaires. C'est sans doute ce qui s'appelle être une démocratie.

C'est pas l'pied ni à l'Est ni à l'Ouest !

A son retour des championnats du monde d'athlétisme d'Helsinski, un coureur de 400 mètres polonais a été suspendu à vie. Il avait été pris sur le fait, en train de voler une paire de chaussures de sport dans un magasin de la ville.

Mais les tenants des pays riches et prétendus libres auraient tort de se gausser. Ce fait en rappelle un autre : en 1968, les coureurs noirs américains vainqueurs aux Jeux Olympiques de Mexico étaient montés sur le podium sans chaussures, pour dénoncer qu'aux USA, au propre comme au figuré, les Noirs étaient des va-nu-pieds.

Drôle de monde, où la chaussure est encore un signe extérieur de richesse !

□ Haïti :

sucre amer

La récolte de canne à Saint-Domingue.

Le Bureau International du Travail a publié un rapport sur la situation des travailleurs haïtiens employés dans les plantations de canne à sucre en République Dominicaine, le pays voisin.

« Loués » par leur propre gouvernement, selon des contrats dont ils ignorent les clauses, ils découvrent seulement en arrivant en République Dominicaine le sort qu'on leur a réservé. 15 heures de travail par jour pendant les sept mois de la récolte ; interdiction de quitter les plantations, où des gardes armés les surveillent, et leur campement, où on les ramène de force s'ils tentent de s'enfuir ; aucune hygiène ; pas de soins médicaux ; un taux élevé d'accidents du travail en raison de leur faiblesse physique due au surmenage et à la malnutrition ; un salaire nettement inférieur au salaire minimum des ouvriers agricoles dominicains : voilà ce que leur réservent les propriétaires et l'Etat dominicain, ainsi que leur gouvernement dirigé par le sinistre dictateur Duvalier fils, qui touche, de son côté, une somme allant du cinquième au quart de leur salaire, somme qu'il est censé leur restituer à leur retour au pays...

Cet esclavage était peut-être ignoré de l'opinion mondiale, mais il ne l'était à coup sûr pas des grandes compagnies sucrières américaines, anglaises ou françaises qui dominent le marché mondial du sucre. Et pour cause : elles en vivent.

Sylvie MARECHAL

Caravanes de LO

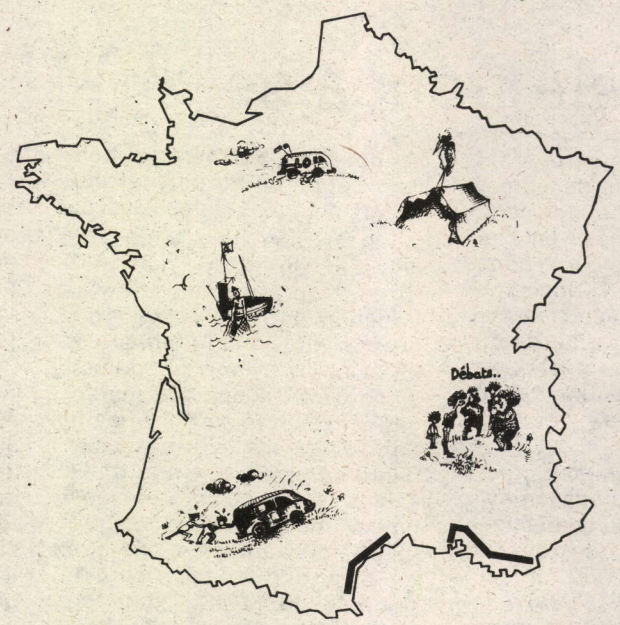
la dernière semaine !

LANGUEDOC

20 août Saint-Cyprien
21 août Elne
22 août Argelès-plage
23 août Argelès-plage
24 août Port-Vendres
25 août Banyuls

PROVENCE

20/8 Solliès Pont
21/8 La Seyne-sur-Mer
22/8 La Ciotat
23/8 La Couronne
24/8 Port-St-Louis-du-Rhône
25/8 Salins-de-Giraud



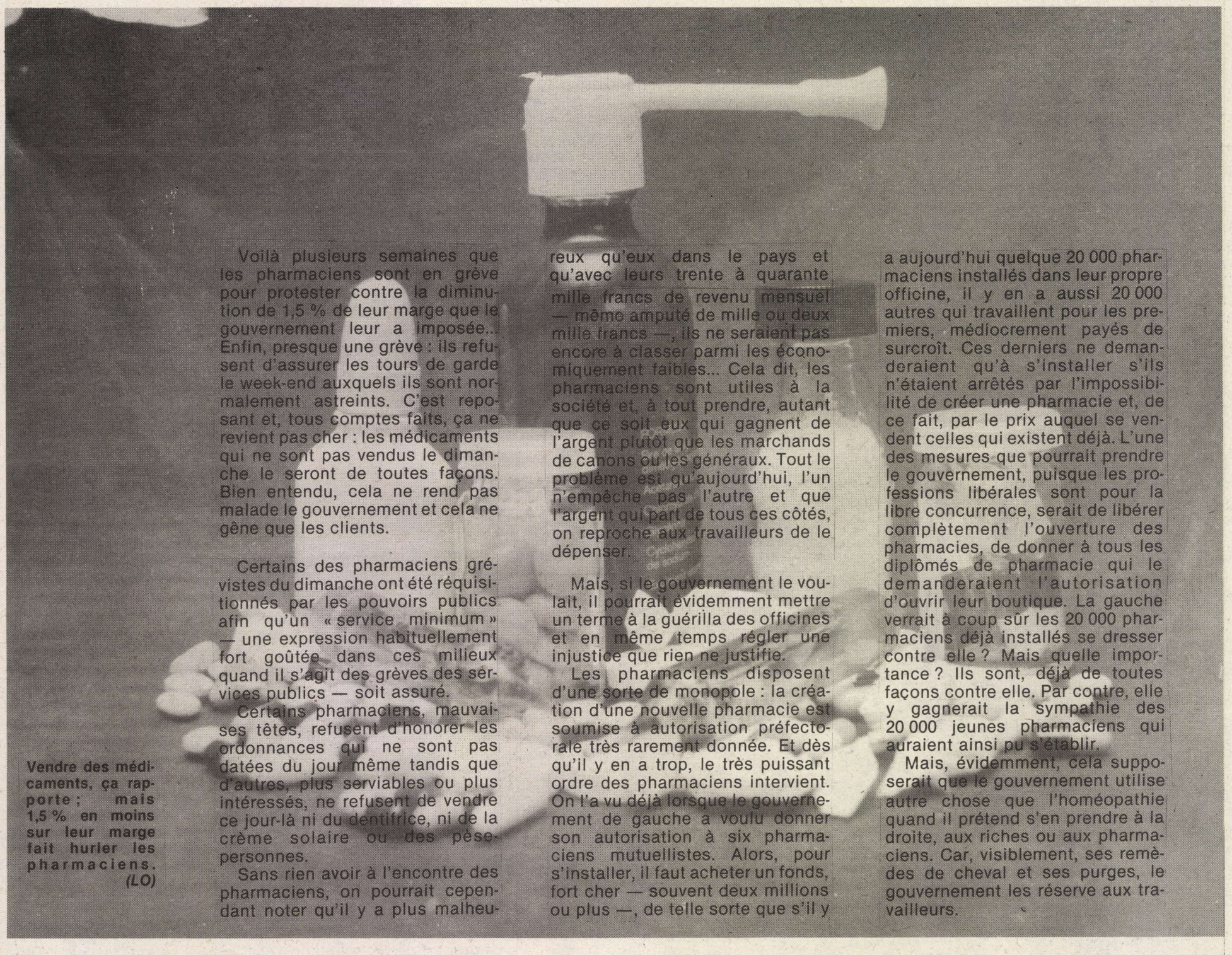
Le mois d'août tire à sa fin, le nombre de vacanciers diminue sur les plages et dans les campings et, avec eux, le nombre des caravanes de Lutte Ouvrière. Mais il reste des irréductibles, décidés à traquer des vacanciers tout aussi irréductibles dans le Languedoc et en Provence. Et, comme tout au long de ces vacances 1983, là où passent les caravanes de Lutte Ouvrière, l'herbe repousse et les discussions fleurissent.

Malgré l'ambiance décontractée des vacances, ces discussions n'en sont pas moins serrées et sérieuses, particulièrement avec les gens de gauche qui, le plus souvent, ne se privent pas de dire ce qu'ils ont sur le cœur au sujet du gouvernement, exemples à l'appui, comme ces retraités de Cogolin en Provence qui affirment : *« Grâce à Mitterrand, nous sommes des retraités qui payons des impôts ».*

Les discussions avec des militants du PC sont nombreuses, des militants désorientés, partagés entre la fidélité à leur parti et la condamnation d'une politique anti-ouvrière dont ils font les frais comme travailleurs et dont en plus ils doivent s'expliquer auprès de leurs camarades de travail.

Des discussions qui reflètent un réel mécontentement mais qui montrent aussi que nombre de travailleurs, de petites gens, sont désemparés ; même quand ils voient qu'il faudrait réagir et se battre, ils n'y croient qu'à moitié. Toujours à Cogolin, un groupe d'ouvriers disait : *« Il faut tout changer, même à l'échelle internationale, mais ce n'est pas possible »*, tandis qu'une employée du BHV affirmait : *« Il faut faire comme en 1789, autrement ça ne vaut pas la peine »*, et un ouvrier de Péchiney : *« Il faut virer Mauroy. Une grève générale ne ferait quand même pas de mal ».* Des idées de vacances ? Qui sait ?

Des remèdes à la fièvre du dimanche soir chez les pharmaciens



Vendre des médicaments, ça rapporte ; mais 1,5 % en moins sur leur marge fait hurler les pharmaciens. *(LO)*

Voilà plusieurs semaines que les pharmaciens sont en grève pour protester contre la diminution de 1,5 % de leur marge que le gouvernement leur a imposée... Enfin, presque une grève : ils refusent d'assurer les tours de garde le week-end auxquels ils sont normalement astreints. C'est reposant et, tous comptes faits, ça ne revient pas cher : les médicaments qui ne sont pas vendus le dimanche le seront de toutes façons. Bien entendu, cela ne rend pas malade le gouvernement et cela ne gêne que les clients.

Certains des pharmaciens grévistes du dimanche ont été réquisitionnés par les pouvoirs publics afin qu'un « service minimum » — une expression habituellement fort goûtée dans ces milieux quand il s'agit des grèves des services publics — soit assuré.

Certains pharmaciens, mauvaises têtes, refusent d'honorer les ordonnances qui ne sont pas datées du jour même tandis que d'autres, plus serviables ou plus intéressés, ne refusent de vendre ce jour-là ni du dentifrice, ni de la crème solaire ou des pèse-personnes.

Sans rien avoir à l'encontre des pharmaciens, on pourrait cependant noter qu'il y a plus malheureux qu'eux dans le pays et qu'avec leurs trente à quarante mille francs de revenu mensuel — même amputé de mille ou deux mille francs —, ils ne seraient pas encore à classer parmi les économiquement faibles... Cela dit, les pharmaciens sont utiles à la société et, à tout prendre, autant que ce soit eux qui gagnent de l'argent plutôt que les marchands de canons ou les généraux. Tout le problème est qu'aujourd'hui, l'un n'empêche pas l'autre et que l'argent qui part de tous ces côtés, on reproche aux travailleurs de le dépenser.

Mais, si le gouvernement le voulait, il pourrait évidemment mettre un terme à la guérilla des officines et en même temps régler une injustice que rien ne justifie.

Les pharmaciens disposent d'une sorte de monopole : la création d'une nouvelle pharmacie est soumise à autorisation préfectorale très rarement donnée. Et dès qu'il y en a trop, le très puissant ordre des pharmaciens intervient. On l'a vu déjà lorsque le gouvernement de gauche a voulu donner son autorisation à six pharmaciens mutuellistes. Alors, pour s'installer, il faut acheter un fonds, fort cher — souvent deux millions ou plus —, de telle sorte que s'il y a aujourd'hui quelque 20 000 pharmaciens installés dans leur propre officine, il y en a aussi 20 000 autres qui travaillent pour les premiers, médiocrement payés de surcroît. Ces derniers ne demanderaient qu'à s'installer s'ils n'étaient arrêtés par l'impossibilité de créer une pharmacie et, de ce fait, par le prix auquel se vendent celles qui existent déjà. L'une des mesures que pourrait prendre le gouvernement, puisque les professions libérales sont pour la libre concurrence, serait de libérer complètement l'ouverture des pharmacies, de donner à tous les diplômés de pharmacie qui le demanderaient l'autorisation d'ouvrir leur boutique. La gauche verrait à coup sûr les 20 000 pharmaciens déjà installés se dresser contre elle ? Mais quelle importance ? Ils sont, déjà de toutes façons contre elle. Par contre, elle y gagnerait la sympathie des 20 000 jeunes pharmaciens qui auraient ainsi pu s'établir.

Mais, évidemment, cela supposerait que le gouvernement utilise autre chose que l'homéopathie quand il prétend s'en prendre à la droite, aux riches ou aux pharmaciens. Car, visiblement, ses remèdes de cheval et ses purges, le gouvernement les réserve aux travailleurs.

Un monde vraiment malade

La maladie du sommeil, transmise par la mouché tsé-tsé, marque une grave recrudescence en Afrique. Cette affection se caractérise par des troubles nerveux graves et, dans certains cas, mortels. On considérait après la Deuxième Guerre mondiale cette maladie comme endiguée. En 1974, après une nouvelle progression, une campagne de lutte avait porté ses fruits.

Mais depuis, la situation s'est dégradée. Avant 1979, il y avait pour l'ensemble du continent africain 10 000 nouveaux cas par an. Actuellement, il y en aurait plus du double. On évalue à 35 millions le nombre de personnes exposées au risque d'infection, dont seulement dix millions sont sous surveillance médicale plus ou moins régulière.

Ces faits et ces chiffres sont cités par *Le Monde de la médecine* du mercredi 17 août. Ce même article rapporte que les pays d'Afrique équatoriale et du Sahel, tels que le Zaïre, l'Ouganda, le Soudan, le Cameroun et la Côte-d'Ivoire, sont particulièrement touchés.

Cette recrudescence n'est pas le fait du hasard. Au Zaïre, où l'on assiste à une véritable flambée épidémique de la maladie du sommeil, les moyens de surveillance et de contrôle de la maladie avaient été pratiquement délaissés.

La médecine a fait des progrès. Les moyens de diagnostiquer la maladie peuvent être plus efficaces. Mais, faute de moyens, la maladie se développe.

Pour endiguer sa progression, pour la faire disparaître, il faudrait d'autres moyens de surveillance et de détection d'une part, de traitement et aussi d'élimination de la mouche transmetteuse de la maladie.

Il faudrait d'abord détecter les porteurs, pour limiter ou empêcher la transmission des germes. C'est dans ce domaine que, ces dernières années, la situation s'est dégradée. Le journal *Le Monde* cite l'exemple suivant : « *L'équipe du centre Muraz (en Haute-Volta), qui surveille huit Etats d'Afrique de l'Ouest, n'est composée que d'un médecin et de quatre infirmiers. Qu'est-ce que cela représente, face à la diversité de foyers qui ne sont accessibles, pour la plupart, qu'une partie de l'année, en saison sèche ?* ».

Pour le traitement, on utilise des produits connus depuis plus de trente ans. Mais il n'y a pas eu de recherche dans ce domaine. Les grandes firmes pharmaceutiques trouvent que le marché est insuffisant ! Plus de 20 000 cas nouveaux par an, 35 millions de personnes qui sont exposées à la maladie du sommeil, ce n'est pas un marché assez vaste et rentable pour les trusts pharmaceutiques. D'autant que la population touchée n'est pas solvable ! Le désintérêt des laboratoires pharmaceutiques est tel que l'OMS (l'Organisation Mondiale de la Santé) leur verse des crédits pour les inciter à faire des recherches dans ce domaine. Ils récupèrent l'argent, mais qu'en font-ils ?

Quant à l'élimination de la mouche tsé-tsé, c'est le même problème. L'épandage de produits sur des pays entiers a eu lieu. Mais la zone de prolifération de la mouche s'est quelquefois étendue ailleurs, sans que l'on ait continué les campagnes. D'autres moyens pour l'éliminer sont étudiés, sur un territoire de 2 000 km², alors que la mouche sévit sur un territoire évalué à 11 millions de km², le tiers du continent africain.

La présence de la mouche tsé-tsé est aussi une calamité pour l'élevage. Des spécialistes estiment qu'il pourrait y avoir 120 millions de têtes de bovins dans les zones de savanes humides d'Afrique, au lieu de 10 millions actuellement, si la maladie du sommeil, qui atteint aussi les animaux, était jugulée.

Pour l'ensemble de cette lutte, il faudrait d'autres moyens. Considérables ? Pas nécessairement. Mais ceux qui gouvernent ce monde, à commencer par les socialistes français, sont plus rapides à fabriquer et envoyer des paras que des médecins, des armes que des médicaments, et en plus grandes quantités.

Le travail des enfants : dans les pays riches aussi

Un rapport récemment remis à l'ONU et portant sur le travail des enfants vient une nouvelle fois dénoncer le véritable fléau que constitue ce phénomène.

Une partie de l'étude porte sur le travail des enfants en Inde. Sur cent mille travailleurs de l'Etat indien de Tamil-Nadu, environ 45 000 sont des enfants de moins de 15 ans, employés dans des conditions proches de celles que connaissait la classe ouvrière au XIX[e] siècle. Transportés — de 30 kilomètres à la ronde — à 200 dans un autobus, dès l'aube, ils sont payés aux pièces, manipulant des produits toxiques tels que le phosphore, l'amiante ou l'oxide de zinc pouvant occasionner des empoisonnements irréversibles.

Mais l'étude en question ne s'est pas seulement intéressée aux pays sous-développés, où le travail des enfants est une pratique de notoriété publique. Ce rapport dénonce aussi le travail des enfants en République fédérale allemande. Si le phénomène est moins connu, il n'en est pas moins important : 300 000 enfants travailleraient — souvent de jeunes Turcs de la deuxième génération — plus ou moins clandestinement dans ce pays, *« dans des conditions inacceptables, parfois dangereuses »*. Il existe, en plein Berlin, des « marchés » où se vendent et s'achètent les garçonnets de 9 à 14 ans utilisés aux halles pour manutentionner, laver ou trier les primeurs. Les plus jeunes enfants sont nourris sans même être payés.

De tels faits ne sont à coup sûr pas propres à l'Allemagne. La France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis connaissent des taux de chômage proches de ceux de l'Allemagne et, à bien des points de vue, la situation y est comparable. A n'en pas douter, ce qui se passe en Allemagne au sujet du travail des enfants doit se produire peu ou prou dans chacun de ces pays. La seule différence, pour ce qui concerne la France, étant sans doute qu'aucune étude n'a été entreprise sur la question. La scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans en France ne protège en rien les enfants : quand les parents ne sont pas déclarés, les enfants ne le sont pas plus et constituent des proies faciles pour les employeurs désireux de se procurer une main-d'œuvre docile et bon marché.

Une fonderie française au XIX[e] siècle : à l'époque les enfants posaient sur les photos patronales. Aujourd'hui, on les cache.

Deux jeunes télégraphistes en 1926. Ils ont le sourire : ils sont en grève...

Bien entendu, la plupart des grandes entreprises du pays, celles qui ont pignon sur rue, n'emploient pas directement des enfants, ni même des travailleurs clandestins. De plus petites entreprises le font, des entreprises de sous-traitance ou des particuliers, en quelque sorte des franges marginales — en taille, mais pas forcément en nombre — de la bourgeoisie exploiteuse.

Et, au sein de cette nouvelle couche d'exploiteurs aux petits moyens mais à la grande rapacité, on peut trouver... des immigrés aussi. Comme ces Turcs qui exploitent des gosses en RFA, et n'hésitent pas à vivre de la misère de plus pauvres qu'eux.

Mais c'est finalement la grande bourgeoisie qui empoche les bénéfices. Directement, quand les négriers sous-traitants travaillent pour elles ; indirectement, dans la mesure où des conditions d'exploitation plus dures imposées à des catégories de la classe ouvrière — jeunes, femmes, ou immigrés — fait pression pour rabaisser les conditions de salaires et de travail de tous.

Si les Thomson, les Renault et les autres n'emploient pas directement d'enfants ou de travailleurs clandestins réduits à un quasi-esclavage — les lois sociales sont encore partiellement respectées —, ils ne se privent pas, par contre, de s'adresser à des entreprises de nettoyage plus ou moins marginales, qui recrutent à leur tour auprès d'officines d'intérim qui se prêtent de la main-d'œuvre. Il est évident que, dans le lot, se trouvent de ces travailleurs surexploités et entièrement entre les mains de leurs employeurs. De la même façon, de multiples travaux sont effectués en sous-traitance. Qu'importe à l'entreprise qui commande un travail si la tâche est à son tour sous-traitée par de petits rapaces qui emploient des clandestins ou des enfants. Pour la grande entreprise respectable, l'essentiel est que le travail soit fait au meilleur prix... et surtout sans que l'on sache ni dans quelles conditions, ni par qui.

Il est évident, pour qui veut bien voir, que le capitalisme occidental vit de la surexploitation du Tiers Monde et de la misère qui y sévit. Mais avec la crise, avec les chômeurs qui se comptent par dizaines de millions dans les pays développés aussi, les capitalistes sont en train de transférer le Tiers Monde dans leurs propres pays, en imposant à des fractions entières de la classe ouvrière, immigrée ou pas, les conditions de travail et de vie qui sont celles des pays sous-développés.

ECHOS DES ENTREPRISES

Bis, on veut voir

Sur la chaîne Ferrage, on nous fait des cachotteries ! On profite de ce que la moitié des copains sont en vacances pour se livrer à des démonstrations de patinage sur peinture fraîche !

Le premier de la classe, toujours plus fort que les autres, bien sûr, n'a pas voulu tenir compte de ce que lui disait le gars qui venait de peindre le sol. Téméraire et pressé, il a voulu passer au milieu. Bilan : glissade, lui, ses papiers, son costar, sa chemise et tout et tout, à plat ventre dans la peinture fraîche. Quel spectacle !

Au fait, pour les copains qui étaient en congés, on ne pourrait pas avoir une deuxième représentation ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault-Flins.*

L'art de faire les comptes

La direction vient d'annoncer par voie d'affiches une augmentation de 1 % de nos salaires, à valoir sur la paye que l'on touchera fin août. Ce qui fera brillamment 4,5 % d'augmentation depuis le début de l'année. L'indice INSEE, lui, atteignait déjà 4,6 % en mai. Bref, trois mois de retard.

Par contre, pour ses véhicules, la Régie prend de l'avance : depuis plusieurs années, c'est en juillet que le millésime de l'année suivante sort, avec réactualisation des prix à la clé.

C'est toujours autant de gagné pour la direction !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *CTR-Rueil.*

Elles ne manquent pas de culot

Les collègues assurés par l'intermédiaire de Gras et Savoye ont eu la désagréable surprise d'apprendre que leurs contrats « multirisques habitation » étaient résiliés d'office à l'échéance.

Eh oui, les compagnies d'assurance , Société Lilloise d'Assurance et Réassurance, La France et la Camat seraient à leurs dires en difficulté à cause de la recrudescence des vols et des dégâts des eaux.

Et elles en profitent pour proposer de nouveaux contrats avec des tarifs en augmentation de 40 % par rapport à l'an dernier.

Elles viennent nous parler de leurs « difficultés financières » et elles s'en prennent aux assurés en leur demandant de payer encore plus.

Les compagnies d'assurance ont, d'une façon générale, augmenté leurs bénéfices de 19 % en un an, d'après le journal *Le Monde.* Et ce sont elles qui viennent pleurer misère !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *BNP-Barbès.*

Service public ou privé ?

Vous êtes radin, vous n'avez guère envie de vous payer un lavage automatique, et votre voiture personnelle est sale.

Alors que faire ? Amenez votre voiture à l'hôpital. Elle ressortira rutilante.

Un conseil quand même : ayez le profil d'un cadre de direction.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Hôpital Saint-André, Bordeaux.*

Fête de Lutte Ouvrière

à Bordeaux

les 17 et 18 septembre 1983

A CENON

A la Garenne de la Blancherie

DANS LES ENTREPRISES

Stein-Industrie

Nucléaire :

Les profits se font sur le dos des travailleurs

Stein-Industrie est une filiale du groupe Alsthom-Atlantique spécialisée dans la fabrication de tuyauterie pour centrales thermiques classiques et centrales nucléaires, et dans celle de broyeurs à minerai.

Son incorporation à l'Alsthom lui permet de tirer profit du quasi-monopole dont bénéficie le groupe sur les commandes d'Etat, et de se servir de l'implantation du trust sur le marché international (l'Afrique du Sud, la Grèce, l'Iran, entre autres, sont parmi ses clients).

Stein possède deux unités de production dans la région du Nord, une à Roubaix, une à Lys-lez-Lannoy, qui emploient 1 103 personnes, dont 775 ouvriers.

Depuis quelques années, nous travaillons de plus en plus sur des commandes pour le nucléaire : collecteurs, échangeurs, surchauffeurs pour les centrales EDF, mais aussi pour l'étranger.

Or, bien que le nucléaire soit actuellement un secteur de pointe, où les affaires et les profits des patrons ne marchent pas si mal que ça (rien qu'au titre des dividendes, les actionnaires de Stein ont touché 27 millions de nouveaux francs pour 1982), on ne peut pas dire que nous profitions beaucoup de cette situation.

A bien des points de vue, celui des salaires ou celui des horaires, nous ne sommes pas mieux lotis.

Les salaires

Stein, se retranchant derrière les directives gouvernementales, a accordé une augmentation annuelle de 8 %. Mais dans cette augmentation est comptabilisé le montant global des « augmentations individuelles », inégalement réparties, à la tête du client. Ainsi, un certain nombre d'entre nous, qui n'ont pas les faveurs de leur chef, n'auront pas ces 8 %.

Ceux qui ont été embauchés l'an dernier, dans le cadre des contrats de solidarité, n'ont pas été automatiquement embauchés au même « tarif ». Quand on remplace un P3 par un P1, c'est au minimum 900 F d'économisés par le patron. Et quand c'est à qualification égale, le patron récupère au moins 17 % d'ancienneté sur le salaire.

Les horaires

Pour la majorité d'entre nous, on est encore loin des 39 heures « légales » : ceux de journée en sont encore à 41 heures, et ceux de l'équipe du matin à 40 h 30.

Pas question pour la direction de réduire cet horaire. Elle nous impose même de récupérer tous les ponts : par exemple, nous travaillerons une demi-heure de plus pendant 16 semaines pour récupérer seulement celui de la Toussaint.

Actuellement, cependant, nous constatons une baisse de travail dans plusieurs secteurs de l'usine. « *Il n'y a presque plus rien à faire depuis janvier, février...* », « *On nous fait repeindre les allées, balayer* ».

Par ailleurs, nous avons pu constater une baisse des effectifs de l'usine : dans le cadre des contrats de solidarité, les départs en préretraite de l'an dernier ont été seulement en partie compensés par des embauches. Cette année, 32 camarades doivent partir en septembre ; mais apparemment aucune embauche n'a été prévue pour les remplacer.

La direction refuse de nous renseigner sur la situation. Elle aggrave une certaine inquiétude en annonçant que la charge de travail n'est assurée que jusqu'en début 1984.

Cette situation est surtout angoissante pour un certain nombre de travailleurs de l'usine embauchés sous contrat il y a deux ans. Ils ne savent pas si, leurs contrats finis, ils seront embauchés définitivement.

Le nucléaire n'est pas encore en difficulté, loin de là. Ainsi, la récente décision du gouvernement français de continuer la construction de nouvelles centrales nucléaires montre que les entreprises travaillant pour le nucléaire ont encore des profits à faire et, de plus, garantis par l'Etat ! Mais elles n'en profitent pas moins de la situation de crise générale pour en faire encore plus sur notre dos.

VIA ASSURANCES (Paris)

Le patron prépare 120 mises à la retraite autoritaires

Aux assurances VIA, le P-DG a brusquement annoncé, le 28 juillet, son intention de faire partir 120 personnes de 56 ans et plus. La procédure employée serait celle du fonds national de solidarité, une forme de licenciement économique en principe au volontariat. Mais la direction a fait courir le bruit par les cadres que ceux qui n'accepteraient pas de partir de leur plein gré seraient licenciés.

Pour les 120 employés concernés, cette mesure signifierait le départ avec 65 % de leur salaire antérieur. Avec les salaires en vigueur à VIA, cela fait souvent des retraites de misère ! Par exemple un employé peut terminer sa carrière à VIA avec 4.500 F par mois : le licenciement signifierait alors vivre avec 2.900 F par mois.

Les employés approchant l'âge de la retraite ont pu mesurer en quelques mois la dégradation des conditions dans lesquelles on leur permettait de partir en retraite : jusqu'en 1982 la compagnie assurait un départ à 60 ans avec maintien intégral du salaire jusqu'à 65 ans, avantage acquis à la suite d'une grève. Les patrons avaient tiré prétexte de l'instauration de la retraite générale à 60 ans pour abaisser la retraite à VIA au niveau de la retraite ordinaire. Et à présent on cherche à les pousser dehors à partir de 56 ans avec des conditions plus défavorables.

Et pour ceux qui restent, la mesure signifie qu'on leur prépare des charges de travail accrues, alors même que les dossiers s'accumulent sur les bureaux.

Comment la direction motive-t-elle sa décision ? Eh bien, nous faisons partie selon elle des « *frais généraux* » qui seraient trop lourds à son goût à VIA. Selon les chiffres publiés, la compagnie serait en déficit depuis deux ans ; déficit qui irait en s'amenuisant. Il faut dire qu'une bonne part du déficit publié est liée à une spéculation en Bourse qui a mal tourné pour ces messieurs, et qui aurait coûté la bagatelle de 100 millions de francs. Et maintenant ce serait aux employés de payer !

Réel ou fabriqué, ce déficit aura en tout cas permis après cela à la compagnie d'éviter de payer 40 millions d'impôts, dont l'Etat, peu regardant, lui a généreusement fait cadeau !

Le P-DG parle aussi tout bonnement d'augmenter les liquidités de l'entreprise, mesure qui serait nécessaire, paraît-il, pour faire face aux catastrophes, etc. Et les suppressions d'emplois seraient destinées à économiser 35 à 40 millions sur 3 ans. Mais les capitaux, qui se chiffrent en milliards, accumulés durant des dizaines d'années ? A ceux-là, pas question de toucher. Ce capital, concentré entre les mains de la Navigation Mixte, compagnie financière qui chapeaute VIA, se chiffre en terrains, en immeubles par dizaines dans Paris, en paquets d'actions dans des sociétés telles que Saupiquet, Lesieur, Unilever et d'autres. Mais ce capital-là, il n'est pas question pour eux de l'égratigner. Ils jugent plus pratique de pousser dehors 120 employés.

Correspondant LO

échos des entreprises

• Cache-tampon

Le centre téléphonique va changer de nom : il ne s'appellera plus « Centre interurbain automatique Poncelet » mais « Paris-Poncelet centre interurbain automatique ».

Du coup, il faut refaire tous les tampons du centre.

Des histoires comme ça, on s'en tamponne.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *PTT Paris 17e.*

• Prêts pour les jeux

Dans les secteurs Liquidation, tous ceux qui reviennent d'un séjour en montagne ne se sentent guère dépaysés.

En effet des montagnes de dossiers sont un paysage du meilleur effet. Et c'est tout schuss que les liquidateurs foncent dans le labyrinthe des nouvelles lois. Quelques slaloms sont nécessaires en matière de chômeurs et d'invalides. D'ici peu nous serons fin prêts pour les grands jeux olympiques d'hiver.

Une seule chose reste à craindre : les avalanches... de dossiers.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *CNAVTS Flandre.*

TELE

Sélection

Samedi 20 août

12 h 15. A2. Souvenirs, souvenirs. Johnny Hallyday présente Tina Turner.
20 h 35. FR3. Cycle Shakespeare : Les joyeuses commères de Windsor. Une comédie dans laquelle un vieux chevalier désargenté se fait berner par deux bourgeoises qu'il courtise pour leur argent. En version originale sous-titrée.

20 h 35. A2. Festival d'Antibes 1983. En vedette principale : Claude Nougaro.

Dimanche 21 août

17 h 35. A2. Histoire de la grandeur et de la décadence de César Birotteau. Série en 4 épisodes, adaptée du roman de Balzac.
20 h 35. TF1. La neige en deuil, avec Spencer Tracy et Robert Wagner. Un vieux

guide et son jeune frère aux prises avec la montagne pour aller piller un avion écrasé au sommet d'un pic.

20 h 35. A2. Un pays, une musique : l'Amérique latine. Chaque mois, Claude Fléouter nous propose un voyage dans un pays d'Amérique latine, qu'il nous fait découvrir à travers les chants, la musique, les instruments traditionnels. Aujourd'hui : le Pérou.

21 h 30. FR3. Courts métrages : Les enfants du Polisario. La vie — ou plutôt la survie — des enfants du Sahara occidental depuis 1975.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit. Cycle Charles Vanel : **L'équipage.** Le drame d'un amant qui se prend d'amitié pour le mari de sa maîtresse. Un film qui date de 1935, inspiré d'un roman de Joseph Kessel.

Lundi 22 août

20 h 35. TF1. Bons baisers d'Athènes, avec Roger Moore, David Niven, Claudia Cardinale. La résistance dans un camp en Grèce, quelques jours avant le débarquement allié. Un film de guerre comme on en a tant fait.
20 h 35. FR3. La bataille du rail de René Clément. Là encore, la résistance, mais chez les cheminots français... Film réalisé en 1945, dans l'atmosphère patriotarde de l'époque.

22 h 45. TF1. Le XIXe siècle ou la peinture en liberté. Antoine Gros et Théodore Géricault, rendu célèbre par sa toile **Le Radeau de la Méduse.**

Mardi 23 août

20 h 35. A2. Ah ! Les belles bacchantes ! Comédie légère avec une pléiade d'acteurs : R. Dhéry, Louis de Funès, R. Bussières, J. Maillant, J. Legras, F. Blanche, Michel Serrault, etc. C'est-à-dire l'équipe des Branquignol. Burlesque à souhait... et souvent drôle.
20 h 35. FR3. La dernière séance. Eddy Mitchell présente d'abord **Marqué par la haine,** d'après l'autobiographie du boxeur Rocky Graziano (interprété dans le film par Paul Newman), et ensuite un bon western **Décision à Sundow.**
22 h 10. A2. L'aventure de la lumière : les impressionnistes. Deuxième partie consacrée à Van Gogh.

Mercredi 24 août

21 h 45. TF1. Autour d'un opéra : Wozzeck. Ce n'est pas l'opéra d'Alban Berg mais sa préparation qui nous est présentée.

22 h 15. A2. Concert. Eve Ruggiéri nous invite à écouter le **Concerto n° 3 pour piano et orchestre** de Sergei Rachmaninov.

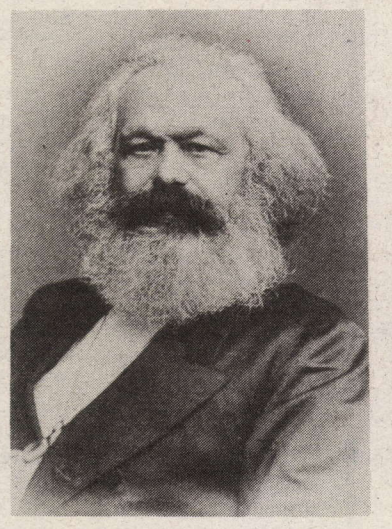
22 h 30. FR3. Le souffle au cœur, de Louis Malle. L'amour d'un adolescent malade pour sa mère.

Jeudi 25 août

20 h 35. FR3. Cinéma sans visa : La bru, film turkmène. Bien longtemps après la fin de la guerre, une jeune femme attend toujours le retour de son mari. Remarquable description de la nature et de la vie des nomades du Turkmenistan.

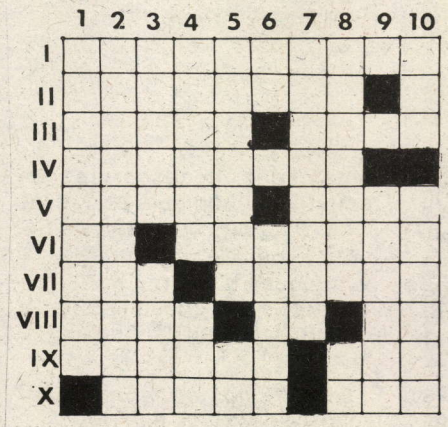
Vendredi 26 août

20 h 35. TF1. Au théâtre ce soir : Un dîner intime. Un célibataire offre un dîner intime à la femme de son ami dans le but de la séduire. Mais arrive un trouble-fête...
20 h 35. FR3. Vendredi. A quoi rêvent les jeunes filles ? Une enquête sur les adolescentes des années 1980.
21 h 55. A2. Apostrophes : Marx cent ans après sa mort. Avec G. Labica (**Dictionnaire critique du marxisme**), J.P. Lefebvre, traducteur du **Capital,** M. Rubel, éditeur des **Oeuvres** de Marx dans La Pléiade, Cl. Mazauric qui parlera du livre de F. Mehring, **Karl Marx : histoire de sa vie.** Un seul absent : Karl Marx... ou du moins son esprit révolutionnaire généralement escamoté par les visions universitaires et académiques de ses œuvres.



22 h 40. FR3. Festival international d'Antibes : Kenny Clarke, batteur, accompagné par Michel Sardaley au piano et Alby Cullaz à la basse.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Pas toujours de foi. II. Brasseur qui fait beaucoup de vent. III. Elle n'a pas touché au but. A son île. IV. Sont au pied du mur. V. Elle est facile. Tient à ses idées... un peu trop. VI. Sur Tille. Monte au nez. VII. Ont pris vie. Somme de jour. VIII. Qui a du poids. Au bout des idées. Venu d'ailleurs. IX. Drôle d'histoire. Plus haut. X. En a pris de la graine. Surface.

VERTICALEMENT. — 1. Font souvent le mur. 2. Mettras à exécution. 3. Indispensable au tiercé dans le désordre. Est plate dans la mer. 4. Pas très franche, et un peu bousculée. Un oncle un peu trop possessif. 5. Elles ont perdu la boule. Double. 6. Réfléchi. Elles ne s'affirment pas. 7. Au bon bout du bâton. 8. En font voir de toutes les couleurs. Possessif. 9. Soutien de la minorité. 10. Sans affaires. Canal.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	A	R	A	T	I	N	E	U	R
II	R	E	U	N	I	R	■	C	R	I
III	O	R	S	■	C	A	P	R	E	S
IV	C	I	E	L	■	S	O	I	T	■
V	H	E	N	I	N	■	E	T	R	E
VI	E	N	T	A	I	L	L	E	E	S
VII	■	N	■	S	E	U	L	S	■	P
VIII	P	E	R	S	E	■	E	■	L	O
IX	A	S	I	E	■	M	E	N	A	I
X	L	■	O	S	M	O	S	E	■	R

FILMS

« Vivement dimanche ! »

de François Truffaut, avec Fanny Ardant et Jean-Louis Trintignant

François Truffaut n'avait encore jamais tourné de film policier. Le genre est à la mode. Il rapporte, apparemment. Voilà donc qui est fait, avec *Vivement dimanche !*

L'histoire se passe dans le Midi de la France, à Hyères plus précisément. Un agent immobilier est soupçonné du double meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci (un homme lié au Milieu) et c'est la secrétaire de l'agent immobilier, Barbara, qui mène l'enquête.

Pour un « policier », rien ne manque : action menée tambour battant, cadavres en série, suspense qui ne vous lâche pas un instant. Truffaut a même choisi de réaliser un film en noir et blanc, pour recréer l'ambiance des films policiers d'autrefois.

Il a mis en scène de façon délibérément schématique, mais c'est une façon d'en faire la parodie, tout un petit monde de propriétaires de boîtes de nuit, de fausses caissières de cinéma, d'authentiques proxénètes, caïds du Milieu, curé louche, détective privé, commissaire de police, etc., chacun avec ses manies et ses tics. Il y a aussi des personnages qui n'ont rien à voir avec l'action, mais dont Truffaut a saupoudré son film pour lui donner du piquant : une prostituée qui a des problèmes techniques avec son client, ou un Albanais qui débarque en pleine nuit au commissariat pour demander l'asile politique.

C'est sûr qu'il y a de la fantaisie dans *Vivement dimanche !* C'est ainsi que Truffaut a eu l'idée de faire participer Barbara, la secrétaire, à une troupe de théâtre amateur. Cela n'a aucun rapport avec l'enquête policière, mais cela donne l'occasion à Fanny Ardant de débarquer dans un hôtel de Nice, vêtue d'un pourpoint et d'un haut-de-chausses ! Et, comme souvent dans ses films, Truffaut s'amuse à faire maintes allusions à ses propres œuvres.

A tout cela il faut ajouter le talent de Fanny Ardant, dans le personnage de secrétaire moderne, sans complexe vis-à-vis d'un patron dont elle se joue, et qui va se mettre dans les situations les plus tordues pour à chaque fois s'en tirer par une pirouette inattendue.

Tous les acteurs, au reste, sont excellents.

Jean-Louis CHAMPENOIS

« La montagne magique »

de H.W. Geissendorfer avec Marie-France Pisier, Charles Aznavour

Dans un hôtel-sanatorium pour gens fortunés, situé dans les Alpes suisses, à la veille de la Première Guerre mondiale, les pensionnaires tentent de maintenir les usages de la vie sociale, dans une lutte dérisoire et souvent grotesque contre la maladie et la mort. Ce microcosme se veut l'image d'une société (celle d'avant 1914) qui va disparaître mais ne veut pas le savoir.

Le personnage central, un jeune ingénieur de vingt-trois ans, était venu passer trois semaines pour rendre visite à son cousin tuberculeux. Il y est resté sept ans, prenant goût à cette vie où le temps et la réalité semblent avoir perdu toute signification, n'ayant plus d'autre préoccupation que l'amour qu'il voue à une belle aventurière, pensionnaire de l'hôtel.

Le roman de l'écrivain allemand Thomas Mann qui a servi à cette adaptation cinématographique est volumineux. Le réalisateur a voulu en préserver le maximum. Le résultat est hélas bien décevant. L'évocation des principaux personnages est condensée, réduite à une sorte de synthèse qui laisse sous silence leurs motivations, ou au mieux y fait de rapides allusions. Pire, les nombreuses interrogations et discussions philosophiques sur le temps, la maladie, le rôle de l'homme dans l'univers, qui sont développées dans le roman, sont ici traitées également de façon condensée, au point de devenir totalement artificielles, voire incompréhensibles. Ce que le romancier peut développer à loisir au fil des pages, la caméra ne peut le rendre avec succès en filmant des acteurs qui débitent à toute vitesse des phrases abstraites dont le rapport immédiat avec les images n'est pas toujours évident.

Un tel choix n'évite ni l'ennui, ni même le ridicule. Celui-ci est particulièrement évident pour un public français lorsqu'on entend Charles Aznavour, devenu professeur jésuite, débiter dans un allemand qui laisser poindre des accents de titi parisien de longs discours philosophiques.

Pour la grande majorité du public, qui ne connaît ni le roman *La montagne magique* ni l'œuvre de Thomas Mann, l'adaptation cinématographique restera comme un film froid, artificiel et verbeux. Pour la petite minorité qui connaît, la déception et l'amertume devant cette mise en images sommaire d'un grand roman risquent de s'ajouter à l'ennui...

Geissendorfer a fait de *La montagne magique,* un grand classique de la littérature, un film aussi mortel que la tuberculose de l'époque.

Hélène DURY

Sélection cinéma

Des fims récents, ou moins récents, à voir ou à revoir dans les salles parisiennes :

GAIJIN.
de Tizuka Yamasaki.
Le déracinement et l'exploitation des travailleurs japonais au Brésil.
Châtelet Victoria 1er (vo). Denfert 14e (vo).

LE MUR.
de Yilmaz Güney.
La révolte des enfants d'une prison turque en 1976.
14 Juillet 11e (vo).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS.
de Peter Weir.
Une histoire d'amour dans l'ambiance du coup d'Etat militaire de Suharto en Indonésie.
Saint-Germain Village 5e (vo). Marbeuf 8e (vo). Trois Parnasiens 14e (vo).

BARRY LYNDON.
de Stanley Kubrick.
Les manœuvres d'un jeune Irlandais pour s'élever dans l'échelle sociale au XVIIIe siècle. Des images et des musiques magnifiques.
Movies les Halles 1er (vo). Bonaparte 6e (vo). Olympic Balzac 8e (vo). Sept Parnassiens 14e (vo).

HAIR.
de Milos Forman.
La jeunesse américaine contre la guerre du Vietnam. Une comédie musicale où, derrière l'humour et la fantaisie, se cache le drame.
Paramount Odéon 6e (vo). Publicis Matignon 8e.

SPARTACUS.
de Stanley Kubrick, avec Kirk Douglas.
Une évocation romancée mais percutante de la plus importante révolte d'esclaves de l'Empire romain.
Paramount Marivaux 2e. Biarritz 8e (vo).

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX.
de Sydney Pollack.
Pour survivre, des chômeurs de la crise de 1929, aux USA, participent à un marathon de danse... jusqu'à épuisement.
Action Christine 6e.

PATHER PANCHALI.
de Satyajit Ray.
La chronique d'une famille pauvre au Bengale. Considéré comme un des plus beaux films du cinéma.
14 Juillet Parnasse 6e.

YOL (la permission).
de Yilmaz Güney et Serif Gören.
A travers les voyages de cinq prisonniers bénéficiant d'une permission pour revoir leur famille, un visage de la Turquie d'aujourd'hui et de l'oppression qui pèse sur tout un peuple.
Saint-Ambroise 11e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.
Un Noir du désert du Kalahari aux prises avec la prétendue civilisation des Blancs.
Forum Orient Express 1er (vo). Quintette 5e (vo). Marignan 8e (vo). Français 9e. Montparnos 14e.

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.
Les mésaventures d'un jeune postier passionné d'opéra.
Movies les Halles 1er. Panthéon 5e. Marbeuf 8e.

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.
D'après le roman de Rosny Ainé, les hommes à l'aube de l'humanité.
Lucernaire 6e.

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de Dalton Trumbo.
Un terrible réquisitoire contre la guerre.
Châtelet Victoria 1er (vo).

BUTCH CASSIDY ET LE KID.
de G. Roy Hill.
La légende embellie et émouvante de deux enfants perdus de l'Ouest.
Saint-Ambroise 11e (mer., vend. 22 h 30). Saint-Lambert 15e.

ORANGE MÉCANIQUE.
de S. Kubrick.
La violence et l'ordre dans les grandes cités déshumanisées d'un futur... déjà parmi nous !
Studio Galande 5e.

Z.
de Costa-Gavras.
Assassinat d'un député de gauche grec par les généraux qui ont pris le pouvoir.
Templiers 3e.

THE ROSE.
de M. Rydell.
La carrière dramatique d'une chanteuse de rock avec Bette Midler.
UGC Champs-Elysées 8e (vo).

TOOTSIE.
de Sydney Pollack.
Un comédien se fait passer pour une femme...
UGC Opéra 2e. Cluny Ecoles 5e (vo). Marbœuf 8e (vo).

LES DAMNES.
de Luchino Visconti.
La montée du fascisme en Allemagne à travers l'histoire d'une puissante famille d'industriels.
Opéra Night 2e.

LES SENTIERS DE LA GLOIRE.
de Stanley Kubrick.
La condamnation pour l'exemple de soldats pendant la guerre de 1914-1918.
Calypso 17e (vo).

TOM JONES.
de Tony Richardson.
Un épisode de la vie d'un jeune homme en Angleterre au XVIIIe siècle.
Calypso 17e (vo).

VIVA ZAPATA.
d'Elia Kazan.
La vie d'Emiliano Zapata.
André Bazin 13e (vo).

CHILI

La dictature sérieusement ébranlée

Manifestation lors de l'enterrement de l'un des manifestants assassinés le 11 août.

Malgré la mobilisation dans la capitale chilienne de 18 000 soldats et policiers appuyés par des tanks, malgré la sauvagerie de leur intervention, les heurts entre la population et les forces de répression du général Pinochet se sont poursuivis plusieurs jours, à la suite de la journée nationale de protestation du 11 août, destinée à obtenir la démission de Pinochet.

Le 11 août, une dizaine de personnes, dont plusieurs enfants, ont été assassinées par les forces armées et policières, des centaines d'autres blessées, plus d'un millier arrêtées. Les habitants des quartiers pauvres de la ville ont vu, bien avant l'heure du couvre-feu, les soldats tirer des grenades lacrymogènes dans les maisons, assommer les habitants qui tentaient de se réfugier ailleurs. Des carabiniers ont frappé à coups de crosse de jeunes enfants dans les bras de leurs parents. Un peu partout, et même dans certains quartiers riches, les soldats ont fait le coup de feu contre les appartements d'où partaient des bruits de casseroles et des slogans scandés par les manifestants.

Des bagarres ont éclaté à nouveau dans la nuit du 12 au 13 août entre manifestants et forces de l'ordre dans plusieurs quartiers pauvres de Santiago, aux dires mêmes du gouvernement qui a annoncé sept morts. De nouveaux heurts se sont produits à nouveau quelques jours plus tard, lors de l'enterrement des victimes, au cours duquel des pierres ont été lancées contre les forces armées. Visiblement, malgré l'ampleur d'une répression volontairement féroce, l'opposition populaire à Pinochet n'a pas été brisée.

Et d'ores et déjà les partis d'opposition ont annoncé une nouvelle journée nationale de protestation pour le 11 septembre, date à laquelle, il y a dix ans, Pinochet s'emparait du pouvoir.

Une mobilisation commencée il y a plusieurs mois

Voilà maintenant plusieurs mois que ces manifestations se répètent et croissent en vigueur. L'arrestation, fin décembre, de 1 500 personnes dans une commune périphérique de Santiago, connue comme étant de gauche, n'a pas empêché que plusieurs milliers de manifestants descendent dans la rue un mois plus tard, le 22 janvier, à la suite d'une cérémonie organisée par la Démocratie Chrétienne.

Une nouvelle vague d'arrestations s'en est suivie. Le 24 mars, les manifestations reprenaient pour exiger ouvertement le départ de Pinochet. « *Que Pinochet s'en aille, Somoza l'a bien fait* », entendait-on dans les rues de la capitale. Ce jour-là des manifestants, jeunes pour la plupart, tentèrent de construire des barricades et s'attaquèrent à coups de pierres aux banques et aux bâtiments publics. 250 personnes furent arrêtées.

Deux mois plus tard, le 11 mai, avait lieu la première journée nationale de protestation à l'appel de la Confédération des syndicats des mineurs de cuivre. Des barricades apparurent et de nombreux cortèges se formèrent aux abords des ministères. Les forces de Pinochet mirent la nuit entière pour rétablir l'ordre, faisant deux morts et de nombreux blessés. 2 000 personnes furent raflées et parquées dans les tristement célèbres stades. Une grève générale d'une journée fut alors décidée pour juin par les syndicats. La grève fut suivie de façon inégale, mais de nombreuses arrestations de militants syndicalistes eurent lieu.

Le 12 juillet, malgré le couvre-feu décrété par Pinochet, un gigantesque concert de casseroles et de klaxons inaugura le couvre-feu. La quatrième journée de protestation eut lieu le 11 août dernier.

La colère des quartiers populaires, mais de la petite bourgeoisie aussi sur fond de ruine économique

Dans ces affrontements, c'est à chaque fois dans les quartiers populaires qu'eurent lieu les scènes les plus violentes. Mais l'hostilité et la haine contre la dictature s'est aussi exprimée dans les quartiers plus aisés, où habite la petite bourgeoisie de la capitale. De toute évidence, ceux-là mêmes qui avaient il y a dix ans manifesté leur hostilité au gouvernement d'Allende, et par là-même engendré un climat propice au coup de force militaire, sont aujourd'hui dans l'opposition à la dictature.

Les dix années du règne de Pinochet ne se sont en effet pas seulement traduites par une exploitation et un chômage accrus pour la classe ouvrière. La petite bourgeoisie aussi, tout spécialement ces dernières années, a fait les frais de la politique économique menée par la dictature militaire.

La suppression de tout obstacle à l'activité des sociétés étrangères qui peuvent librement rapatrier leurs bénéfices, les taux élevés de l'argent et la quasi-suppression des droits de douane sur les marchandises étrangères ont développé la spéculation et entraîné la ruine du pays. De nombreuses entreprises sont en situation de quasi-faillite, d'autres ont fermé leurs portes. En janvier dernier, le gouvernement a dû faire passer quatre banques, dont les deux principales du pays, sous le contrôle de l'Etat, afin d'éviter des faillites en chaîne. La dette extérieure du pays est telle que celui-ci a dû accepter de mettre en gage à Londres ses réserves d'or auprès de banques étrangères.

Seuls certains militaires ont vu leur solde augmenter. Les généraux (payés en dollars) ont vu leur solde mensuelle passer de 500 dollars du temps du gouvernement Allende à 3 000 aujourd'hui, avantages de fonction non compris. L'armée a par ailleurs été dotée d'un armement ultra-moderne.

Pinochet, sur le point d'être lâché par certains des siens

Pourtant, de ce côté-là aussi des récriminations se font entendre. Certains généraux font aujourd'hui mine de découvrir que le régime de Pinochet « *est responsable du divorce entre l'armée et le peuple* », selon les termes d'un général, ancien ministre du Travail. « *Nous voyons croître la haine et le ressentiment à l'égard de l'institution militaire* », affirme un groupe d'officiers à la retraite.

Certes, la plupart des officiers qui se signalent par ce type de déclarations ont été par le passé écartés par Pinochet. Mais il est sans doute aussi assez significatif que le commandant en chef en exercice de l'aviation ait tenu à faire savoir au cours d'une conférence de presse : « *A aucun moment, nos hommes n'ont été attaqués et n'ont eu à faire usage de leurs armes* », façon de souligner que seules la police et l'armée de terre auraient été responsables de la répression.

De son côté, le quotidien *El Mercurio*, tenu pour favorable au régime, a mentionné, à la suite de la brutale répression du 11 août, « *les inquiétudes de certains qui craignent que les soldats — dont un grand nombre de conscrits — ne soient pas nécessairement les plus aptes à remplir une mission qui n'est pas propre aux forces armées* ».

Apparemment, le courage de la population qui, à plusieurs reprises déjà, est descendue dans la rue crier sa haine de la dictature, en sachant qu'elle pouvait le payer de sa vie, enhardit un peu certains tenants musclés du régime. Des rats semblent quitter le navire, ou du moins s'y préparer. Comme par miracle, de plus en plus nombreux semblent être aujourd'hui au Chili, dans les milieux mêmes qui il y a peu encore soutenaient Pinochet, ceux qui s'interrogent sur la légitimité du dictateur, et souhaiteraient probablement une solution de rechange qui apaiserait le mécontentement populaire.

La principale force d'opposition à se manifester, l'Alliance Démocratique (regroupement de la Démocratie Chrétienne, du Parti Radical, du Parti Social-Démocrate, de certaines fractions du Parti Socialiste et des partis dits modérés, mais qui exclut le Parti Communiste et l'extrême-gauche), avance pour seule revendication le départ de Pinochet et se prononce pour un gouvernement de transition avec les militaires. « *C'est aux forces armées et à elles seules de rétablir immédiatement la démocratie* », avaient déclaré de leur côté les partis réunis au sein du Projet de développement national dirigé par la Démocratie Chrétienne.

L'armée arrête et tire vers les fenêtres des immeubles.

Bref, des manœuvres pour une relève politique se préparent.

Pinochet paraît certes bien décidé à se cramponner au pouvoir. Il a jusqu'à présent conservé la direction de l'armée sans être contesté réellement. Mais il apparaît aujourd'hui bien isolé.

La dictature de Pinochet en a-t-elle encore pour longtemps ? Vivra-t-elle plus de dix ans ? Et quels hommes et quel régime peuvent lui succéder ? Nous ne le savons pas. Mais si on assiste manifestement à un début de la fin pour un des dictateurs les plus féroces de l'Amérique latine, c'est parce que les classes populaires ont trouvé en leur sein des gens pour le braver. C'est des travailleurs des mines de cuivre et des habitants et militants des quartiers pauvres que dépend l'issue de la situation.

Anne MANUEL

18 000 policiers et soldats avaient été mobilisés le 11 août pour quadriller la capitale.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.